front rouge

organe central
du
Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations

et peuples opprimés, unissez vous

N° 156 15 MAI 1975 - CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE - BP 161 75864 PARIS CEDEX 18 2,00 F.

BIENVENUE AU CAMARADE TENG SIAO PING

Lundi 12 mai, Teng Siao-Ping, Vice-Premier Ministre de la République Populaire de Chine, est arrivé à Paris en visite officielle. Cette visite suscite chez les travailleurs de notre pays un très large intérêt. C'est la preuve de l'écho grandissant que rencontrent les nombreux succès enregistrés par le peuple chinois dans la lutte pour l'édification du socialisme ; les calomnies traditionnelles des révisionnistes du P«C»F, les déformations malhonnêtes des journalistes bourgeois, ne réussissent plus aujourd'hui à bloquer l'intérêt des travailleurs de France pour les réalisations prodigieuses qui s'accomplissent en Chine : la construction d'une société sans exploitation ; la bataille permanente menée sous la direction clairvoyante du Parti Communiste Chinois pour prévenir les tentatives de restauration du capitalisme ; l'élévation constante du niveau de conscience des masses chinoises, autant de questions qui intéressent au premier chef les ouvriers, les paysans, intellectuels progressistes de notre pays.

LES CONTRIBUTIONS DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE A LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE

Mais c'est la signification même de ce voyage qui suscite un grand intérêt dans notre pays. Quel est le but poursuivi par le Gouvernement Chinois ? En quoi un tel voyage s'intègre-t-il à la politique d'ensemble de la République Populaire de Chine ? Telles sont les questions que posent les travailleurs dans les entreprises aux militants de notre Parti. Quelles réponses faut-il fournir à notre sens.

La contribution du peuple chinois à la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale revêt, parce qu'il a pris le pouvoir et édifié un puissant Etat socialiste, des formes multiples. L'exemple et l'encouragement que constituent pour tous les peuples du monde les succès enregistrés par le peuple chinois dans l'édification du socialisme, dans la lutte contre le révisionnisme, sont un des aspects de la contribution de la Chine à la révolution mondiale. Le soutien apporté aux luttes révolutionnaires dans le monde, comme par exemple, le soutien indéfectible et permanent depuis 1949 aux peuples indochinois aujourd'hui victorieux, c'est un autre aspect de cette contribution. La part active prise par la République Populaire de Chine à la constitution du Tiers-Monde en force politique, capable d'infliger de graves défaites politiques, économiques à l'impérialisme et au social-impérialisme, c'est encore un autre aspect de cette contribution.

Mais si ces différents aspects sont assez bien connus dans notre pays, il serait faux d'en ignorer un quatrième : en nouant avec des pays impérialistes des relations sur la base des cinq principes de coexistence pacifique (*), la Chine grand Etat socialiste édifié par le quart de l'humanité, conquiert du même coup la possibilité d'influencer le développement plus ou moins rapide des contradictions à l'échelle du monde et particulièrement les aiguisements des contradictions inter-impérialistes. Parce que la politique extérieure d'un Etat socialiste ne peut se borner au seul soutien des forces révolutionnaires dans le monde et considérer les pays impérialistes comme un bloc, se désintéresser des contradictions qu'il connaît et qui l'affaiblissent : au contraire, la place conquise par la Chine aujourd'hui sur la scène internationale lui offre cette possibilité très importante de jouer sur ces contradictions, de contribuer ainsi, indirectement mais de manière évidente, au renforcement du camp de la révolution. C'est dans ce cadre là qu'il faut à notre avis replacer la visite de Teng Siao Ping en France.

C'est l'analyse qu'il fait de la situation mondiale, des bouleversements intervenus dans le monde dans la dernière décennie qui guide la politique extérieure définie par le gouvernement chinois. Deux faits décisifs qui revêtent chacun une grande importance fondent cette situation nouvelle :

1) l'irruption du Tiers-Monde sur la scène mondiale, en force politique.

2) la division, les clivages, les modifications intervenus dans le camp impérialiste : d'une part la restauration du capitalisme en URSS, la dégénérescence du premier Etat socialiste en un Etat social-impérialiste, socialiste en parole, impérialiste dans les faits, a modifié considérablement la situation ; une nouvelle superpuissance est venue rivaliser avec l'impérialisme US, exerçant un féroce diktat sur toute une partie de l'ancien camp socialiste, agressant la Tchécoslovaquie, mettant à profit le déclin et les défaites enregistrées par cette superpuissance pour tenter, en se prévalant de son masque « social », de prendre pied dans ses zones d'influence. Ces deux superpuissances rivalisent pour se repartager le monde, imposer leur hégémonie et renforcent ainsi le danger d'une nouvelle guerre mondiale. Ce sont elles que les communistes chinois caractérisent comme constituant « le premier monde ».

D'autre part, les impérialismes secondaires comme l'impérialisme français, qui sont soumis aux pressions grandissantes des deux superpuissances, c'est « le second monde ».

La politique extérieure du gouvernement chinois vise à la fois à renforcer le camp du Tiers-Monde et les initiatives qu'il prend contre l'impérialisme, le social impérialisme et particulièrement contre l'hégémonisme des deux superpuissances, à la fois à aggraver la situation du camp impérialiste en approfondissant les clivages qui y existent.

(Suite page 2)

• USINOR

les travailleurs en lutte contre le chômage

p. 3

• CAMBODGE

dénonçons les calomnies et les ragots de la presse bourgeoise

p. 8

• PREPARONS LES ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

p. 4

EDITORIAL

(suite de la P. 1)

LA CHINE ET LE TIERS-MONDE

La Chine fait partie intégrante du Tiers-Monde qui regroupe les pays opprimés et dominés par l'impérialisme et les pays qui se sont libérés de ce joug. Toujours depuis 1955, depuis la conférence de Bandoung, la République Populaire de Chine a mis l'accent sur la nécessité pour les peuples du Tiers-Monde d'unir leurs efforts pour lutter contre la domination impérialiste.

Contraints progressivement par la pression des peuples coloniaux, de substituer à l'ancien mode de domination colonial, un mode de domination plus camouflée, le néo colonialisme, l'impérialisme avait pu pendant une période, limiter ses reculs. Mettant à la tête des pays ayant nouvellement accédé à l'indépendance des agents entièrement à sa solde, l'impérialisme poursuivit sa politique de pillage et de rapine.

Mais aujourd'hui de plus en plus cela n'est pas possible. A de nombreuses reprises dans les conférences internationales (conférences de l'ONU sur les matières premières, sur la démographie, sur le droit des mers...), dans la mise sur pied d'organisation des pays dominés producteurs d'une même matière première à l'exemple de ce qui a été fait pour le pétrole, dans la collaboration entre ces divers organisations, le Tiers-Monde arrive à faire entendre une même voix. Même des gouvernements très réactionnaires, jusqu'ici très soumis à l'impérialisme et exerçant une sévère repression sur leur peuple, en viennent aujourd'hui à s'unir à des pays aux positions traditionnellement anti-impérialistes. Ils sapent ainsi non seulement les intérêts impérialistes dans leurs pays, mais les bases mêmes sur lesquelles ils ont construit leur domination, favorisant tôt ou tard la remise en cause par leur propre peuple de leur régime réactionnaire.

Ce nouvel essor de la lutte des pays du Tiers-Monde a été rendu possible avant tout par deux facteurs : le premier facteur, c'est l'exemple et l'encouragement qu'a constitué pour tous les peuples de ces pays la lutte des mouvements de libération nationaux, particulièrement la lutte armée des peuples d'Indochine qui démontrait qu'une superpuissance aussi bien armée que l'impérialisme US pouvait être tenue en échec et défaite par le peuple d'un petit pays ; le fait que la première lutte d'envergure menée par le Tiers-Monde sur les matières premières, l'ait été à l'occasion de la lutte des peuples arabes contre l'état agresseur d'Israël souligne de même l'influence des luttes et libération dans le déclenchement de ce mouvement revendicatif. Le second facteur c'est justement le rôle joué par la Chine socialiste qui a constamment souligné la nécessité d'unir le Tiers-Monde, qui utilise tout son prestige international à l'ONU, dans les conférences internationales pour contribuer à forger cette unité, qui dans son programme d'aide économique désintéressée au Tiers-Monde, fournit aux pays concernés des moyens pour s'opposer à la tutelle impérialiste. Aujourd'hui plus que jamais, le Tiers-Monde porte des coups décisifs à l'impérialisme et au social-impérialisme. Une composante importante de la politique extérieure de la Chine consiste à prendre une part active au renforcement de l'unité du Tiers-Monde pour renforcer le camp de la révolution.

LA CHINE ET LE SECOND MONDE

En distinguant dans le camp impérialiste premier monde et second monde, les communistes chinois caractérisent un clivage important qui existe entre les deux superpuissances et les impérialismes secondaires. D'un côté deux impérialismes dont la rivalité devient de plus en plus aigüe, d'autant plus que l'essor des luttes des pays du Tiers-Monde réduit le champ où peut s'exercer cette rivalité ; de l'autre côté, des impérialismes qui sont trop faibles pour aspirer à dominer le monde, pour avoir des visées hégémoniques et qui voient leurs ambitions impérialistes contrecarrées doublement : du fait des pays du Tiers-Monde qui exigent d'eux comme de tout le camp impérialiste des concessions importantes, et du fait des pressions des deux superpuissances qui chacune tente de s'assujetir plus étroitement ces pays impérialistes secondaires.

D'un côté deux superpuissances qui s'arment à outrance en prévision de guerre mondiale, parce qu'elles savent qu'un repartage du monde se fera au profit de celui qui aura instaurer un rapport de force militaire en sa faveur ; de l'autre côté des impérialistes secondaires insuffisamment armés pour faire face aux pressions des deux superpuissances, insuffisamment unis pour opposer un front commun à ces pressions.

Accroître les difficultés du camp impérialiste en accroissant les contradictions entre le premier monde et le second monde, tel est à notre sens la signification de la politique extérieure suivie par la République Populaire de Chine. Les appels à renforcer l'unité de l'Europe, la décision de nommer un ambassadeur à la Communauté Economique Européenne en plus des ambassadeurs chez différents pays européens, la visite de Teng Siao Ping à Paris, ce sont toutes des initiatives convergeant vers le même but : empêcher l'une ou l'autre des deux superpuissances de faire aboutir ses pressions sur les impérialismes secondaires. Et si parmi les impérialismes secondaires, la politique extérieure chinoise consacre une place importante aux pays européens c'est dû avant-tout à la place stratégique qu'occupe l'Europe dans la rivalité des deux superpuissances. Du fait de son potentiel économique, de son potentiel en hommes, de son développement technologique, de ses liens avec les anciens empires coloniaux, l'Europe constitue bien l'enjeu clé de la rivalité des deux superpuissances. Chacune d'entre elle masse des troupes et un armement important en Europe même, ou en Méditerranée. Le danger de guerre mondiale qui s'accroît avec les rivalités exarcerbées des deux superpuissances concerne ainsi clairement les pays européens, et les appels à l'unité lancés aux pays européens par le gouvernement chinois visent à prévenir un tel danger.

C'est la même préoccupation qui guide la politique du gouvernement chinois, chaque fois qu'il souligne les points d'unité qui se manifestent entre le Tiers-Monde et le Second Monde comme par exemple la Conférence de Lomé, sanctionnée par des accords économiques importants entre 46 pays d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes et la communauté européenne.

De tels accords ne ressemblent plus guère aux accords que l'impérialisme pouvait imposer à des pays néo-coloniaux et qui constituaient un brigandage pur et simple. Aujourd'hui pour conclure de tels contrats, pour nouer avec les pays du Tiers-Monde des liens effectifs pour tenter d'atténuer les effets de la crise, de la pression des deux superpuissances... les pays européens, même s'ils conservent leurs ambitions impérialistes sont obligés de consentir aux pays du Tiers-Monde des concessions qui les renforcent. Poser la question à qui profite ces accords, c'est y répondre quand on souligne qu'il s'agit d'accords entre une force qui décline, qui est assaillie de difficultés de toute part, et une force qui s'accroît, se développe remportant des victoires importantes. De tels accords sont ainsi positifs à deux points de vue : parce qu'ils renforcent le Tiers-Monde, parce qu'ils renforcent l'isolement des deux superpuissances.

Ainsi on le voit la politique extérieure de la Chine contribue largement à l'essor de la révolution mondiale, renforce le camp de la Révolution, affaiblit le camp de l'impérialisme, contribue à renforcer la vigilance des peuples et des pays face au danger de guerre mondiale. Toute la politique extérieure chinoise contribue à l'aiguisement de la contradiction principale dans le monde entre l'impérialisme et le social impérialisme d'une part, et tous les peuples du monde d'autre part. Notre Parti soutient activement cette politique et appelle tous les travailleurs de notre pays à recevoir chaleureusement le Vice-Premier Ministre de la République Populaire de Chine.

Notre peuple saura apporter sa contribution à la révolution mondiale en résolvant la contradiction auquelle il est directement confronté, la contradiction bourgeoisie-prolétariat. Il saura tirer profit de la situation particulière de l'impérialisme français, impérialisme secondaire, pour aiguiser sa crise politique et développer son activité révolutionnaire dans le but de prendre le pouvoir. Il saura renforcer sa vigilance contre le danger de guerre mondiale que font courir les deux superpuissances et sera prêt à prendre la tête de la lutte pour l'indépendance nationale, si l'une ou l'autre des deux superpuissances agresse notre pays. Il saura s'unir aux forces révolutionnaires dans le monde pour infliger des coups sévères au camp impérialiste.

VIVE L'AMITIE DES PEUPLES CHINOIS ET FRANCAIS
VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE
VIVE LA LUTTE POUR LA REVOLUTION EN FRANCE
A BAS LES DEUX SUPERPUISSANCES

Marc ANDRE

* Les principes léninistes de la coexistence pacifique entre les pays à système sociaux différents :

- respect mutuel de l'intégralité territoriale et de la souveraineté
- non-agression mutuelle
- non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures
- égalité et avantages réciproques
- coexistence pacifique.

Rassemblement à Changaï pour soutenir la juste lutte du peuple, en France, dans les pays d'Europe...

Pourquoi Giscard decide de ne plus commémorer l'anniversaire du 8 mai 45

Prenant prétexte de la construction d'une Europe unie et pacifique, Giscard vient de décider, à l'occasion du 30ème anniversaire, de ne plus commémorer la défaite de l'Allemagne nazie. Sa proposition de célébrer à la place le jour de la fondation de l'Europe vise en fait à estomper tout le rôle qu'a joué la Résistance dans la lutte contre le nazisme.

La décision de Giscard qui fait le pendant à l'attitude de la bourgeoisie allemande depuis 30 ans de vouloir « oublier » et de faire le silence sur cette période de l'histoire, est également dans la lignée de Pompidou qui ne cachait pas son « aversion » pour la Résistance, en prêchant « la réconciliation nationale ».

Cette décision apparemment surprenante (puisque A. Bord, ministre des Anciens Combattants lui-même n'était pas au courant la veille), semble également contradictoire avec la présence de Giscard remarquée en juin 74 aux cérémonies du Mont Mouchet, haut lieu de la Résistance en Haute-Loire. En fait, un mois après les présidentielles, Giscard avait besoin de se concilier l'UDR ; il le faisait notamment en célébrant la Résistance à la manière des gaullistes. Aujourd'hui il n'est plus gêné par ces considérations vis à vis de l'UDR, ou d'ailleurs les réactions hostiles à la décision de Giscard sont marginales.

Le 8 mai 45, ce n'est pas l'anniversaire chauvin d'une guerre entre impérialistes comme l'est celui du 11 novembre. C'est celui d'une guerre de résistance, de lutte armée du peuple de France pour défendre son indépendance contre l'occupant nazi et ses collabos français.

Dans cette lutte nombreux sont les résistants qui sont morts pour que naisse un monde nouveau, pour des « lendemains qui chantent ». *Le P«C»F qui s'élève aujourd'hui contre la décision de Giscard ne peut pas faire oublier qu'il a été le premier à dénaturer la Résistance, en faisant rendre les armes des FTP et aidant la reconstruction de l'économie capitaliste et le maintien de l'ordre bourgeois, avec les gaullistes.*

Par sa décision, Giscard cherche à empêcher les jeunes générations de puiser, dans le passé glorieux de la Résistance, la force et l'exemple de la lutte pour l'indépendance nationale.

Mais le peuple de notre pays doit rester vigilant : en 1940 une très large partie de la bourgeoisie avait capitulé devant les nazis et collaboré avec eux. Aujourd'hui, Giscard d'Estaing affirme à Mourmelon lors de l'exercice militaire qu'il a dirigé : « Dans un monde où chacun lutte durement pour son indépendance... la France doit assurer elle-même complètement sa sécurité ». *Mais dès le lendemain il raye l'anniversaire de la victoire de la lutte contre le nazisme pour l'indépendance menée il y a 30 ans, il tourne délibérément le dos à ce qui dans le passé de notre peuple rappelle le plus clairement cette nécessité de préserver l'indépendance.*

Il n'est pas possible de faire confiance à notre bourgeoisie impérialiste pour sauvegarder l'indépendance nationale, paticulièrement dans une époque où elle est soumise aux pressions des 2 superpuissances. En décembre 74, aux Antilles, Giscard rencontrant Ford, faisait des concessions sensibles à l'impérialisme US. Récemment à Moscou, Chirac signait un communiqué avec Brejnev, concédant que la « Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe *(projet particulièrement cher au social-impérialisme soviétique)* constitue un élément essentiel du processus de détente sur le continent » *et que la France s'engage* « à assurer à bref délai, le succès total de cette conférence ».

Mais Giscard ne parviendra pas à faire oublier le sens de la lutte armée menée par les résistants, pas plus qu'il ne peut s'opposer à la volonté croissante des masses à construire une société socialiste.

COMMUNIQUE DE L'ASSOCIATION DES ANCIENS RESISTANTS POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE

La décision de Giscard de ne plus commémorer le 8 mai 45, date de la victoire des peuples d'Europe sur l'envahisseur nazi, constitue un nouveau pas dans la campagne menée par la bourgeoisie pour effacer et dénaturer le souvenir de la Résistance de notre peuple contre l'occupant hitlérien et les collabos français. Giscard ne fait en cela que poursuivre l'œuvre de Pompidou qui exprimait publiquement son aversion pour la Résistance et gràciait le collabo tortionnaire Touvier. Sa décision s'inscrit dans toute une campagne visant, à travers divers films et publications, à dénigrer les résistants et à absoudre ou même glorifier les criminels nazis ; n'a-t-on pas vu récemment à la télévision le chef SS Skorzeny s'exprimer en toute liberté !

Ce que tente d'effacer la bourgeoisie, c'est le sens et la portée de la Résistance pour le peuple de France. C'est la lutte victorieuse d'un peuple en armes, contre le fascisme et pour l'indépendance nationale. Ce que la bourgeoisie voudrait faire oublier, c'est aussi qu'elle s'est largement compromise, sacrifiant l'indépendance au maintien de l'ordre bourgeois.

Nous appelons tous ceux qui ont contribué au combat de la Résistance à riposter à ces manœuvres de la bourgeoisie, à s'organiser pour préserver le souvenir de la Résistance et en expliquer le sens et la portée, dans la lutte que nous menons aujourd'hui pour la révolution prolétarienne et pour l'indépendance nationale.

Pour que paraisse en Septembre 75, un quotidien communiste,
je souscris dès aujourd'hui, un abonnement à :

1 an : 250 f — 3 mois : 80 f
6 mois : 150 f — 1 mois : 30 f

FRONT ROUGE QUOTIDIEN

Nom :
profession :
adresse :

à envoyer à Front Rouge C.C.P. 31191 14 - La Source - B.P. 161 - 75864 Paris Cédex 18

CERCLE "QUE FAIRE"

7 ans après mai 68

crise du gauchisme et clarification politique

VENDREDI 16 MAI - 20 heures
44, rue de Rennes - Paris 6è - Métro St. Germain
organisé par la Fédération de Paris du P.C.R. (ml)

USINOR : NON AU CHOMAGE !

reportage de Pierre Morel et Serge Livet

LE POINT SUR LA LUTTE

En lutte depuis deux semaines, les aciéristes ont été rejoint le lundi 5 mai, par les travailleurs des autres secteurs à la suite de l'intervention des CRS. Aujourd'hui c'est l'ensemble des ouvriers d'Usinor qui se bat pour :

— Non au chômage
— Paiement à 100% des jours chômés
— Planification de la production
— 250 F. uniformes pour tous.

En luttant principalement contre le chômage partiel, les travailleurs d'Usinor refusent de faire les frais de la crise de la sidérurgie. Ils refusent la politique d'Usinor : faire chômer certaines équipes (5 jours en mai) pendant que d'autres sont surchargés de travail : 24 coulées au lieu de 16 en moyenne auparavant. En luttant pour une planification de la production, ils remettent en cause l'organisation capitaliste du travail car « planifier la production » cela veut dire *supprimer le chômage, diminuer les cadences, répartir équitablement le travail entre tous.*

Face à la détermination des grévistes qui n'avaient pas hésité à bloquer les mélangeurs, qui aujourd'hui occupent les grands bureaux et maintiennent les piquets de grève, la direction, après avoir mis à pied pour quinze jours quatre aciéristes dont trois délégués, décidait aujourd'hui de poursuivre devant les tribunaux 17 travailleurs. Aussi, est-il plus que jamais nécessaire d'élargir le soutien, de populariser et de renforcer la lutte.

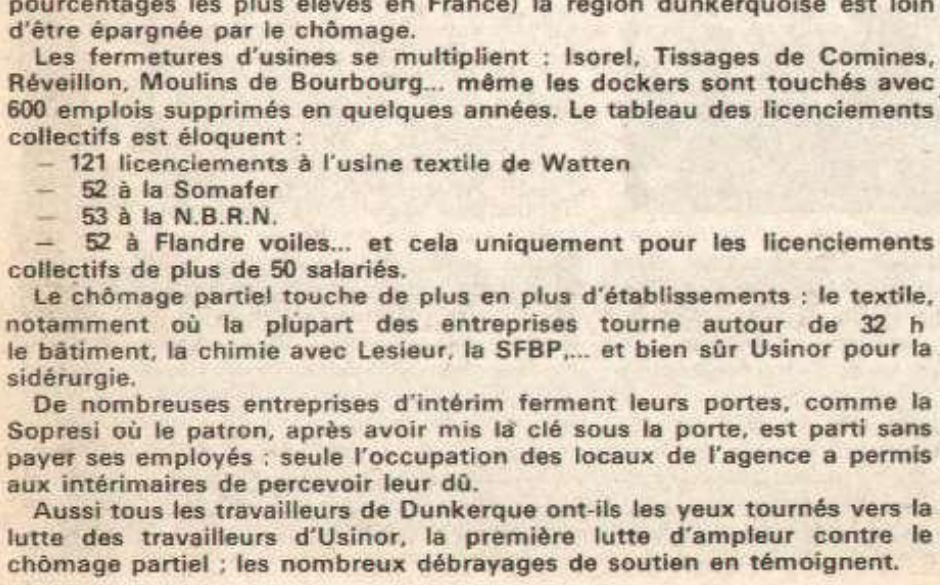
Déjà, partout où nous sommes allés, que ce soit sur le marché, dans les blocs, les cafés de Grande Synthe, nous avons pu constater la solidarité qui entoure la lutte des travailleurs d'Usinor. Contrairement aux affirmations des directions syndicales qui expliquent la relativement faible participation aux piquets de grève, par un prétendu désintérêt des travailleurs pour la lutte, les nombreux ouvriers que nous avons interviewé nous ont tous témoigné leur accord avec la lutte.

Ce que les directions syndicales « oublient » c'est que la manière dont ils ont mené la grève de l'an passé, au HF.4, pour la sécurité a entammé sérieusement la confiance des travailleurs dans la capacité de leurs dirigeants syndicaux à défendre leurs véritables revendications. Nombreux sont ceux qui n'ont pas accepté de monnayer leur vie pour des primes comme l'avaient négocié les syndicats. Ce manque de confiance explique pourquoi certains travailleurs, tout en soutenant la grève, n'y prennent pas toute leur part. D'autre part, la mobilisation des travailleurs qui en grand nombre habitent à plusieurs dizaines de kilomètres de Dunkerque n'est absolument pas prise en mains par les dirigeants syndicaux. Quant aux initiatives des travailleurs : popularisation sur les marchés, collectes, mobilisation des femmes... elles sont systématiquement freinées par les syndicats bien qu'elles rencontrent le soutien des travailleurs. Aussi la question du renforcement de la lutte, qui ne pourra se résoudre qu'en menant la lutte à l'intérieur des syndicats contre la ligne révisionniste et réformiste, est celle que de nombreux travailleurs se posent.

RENFORCER LA LUTTE

- consolider les piquets de grève en y associant le maximum de travailleurs. Pour cela il faut se donner les moyens d'une réelle animation. Les discussions engagées lors du pique-nique de l'Ascension (voir article) montrent combien il serait possible à l'aide de films, de diapos, de chants... de poursuivre ces débats politiques.
- associer à la lutte le plus grand nombre de travailleurs en mobilisant tous ceux que l'éloigne ment empêche de venir chaque jour, notamment par des réunions dans les villages où ils habitent.
- populariser le plus largement possible la lutte sur les marchés, sur les quartiers, auprès des autres usines... Organiser des collectes, trouver des formes de lutte pour repousser les échéances des traites et des loyers...
- appeler les travailleurs des autres usines de la sidérurgie à rejoindre leur lutte sur leurs propres revendications.

Lundi 12 mai 75



Ce qu'en pensent les travailleurs...

Les femmes des grévistes ne sont pas restées en dehors de la lutte. Elles apportent un soutien actif à leur mari...

Jeudi 8 mai, un jour férié... ils sont rares à Usinor : avec les feux continus, il n'y a plus de Noël ou de Pâques et rarement plus d'un dimanche par mois. Aussi, « pour marquer le coup », de nombreux travailleurs avaient tenu à profiter de ce « congé » pour venir pique-niquer en famille sur les pelouses entre les grands bureaux et le piquet de grève. L'initiative en revenait à un groupe de femmes de grévistes qui avait ainsi tenu à manifester leur soutien à la lutte de leur mari.

« C'est Usinor qui nous fait vivre nous aussi ; quand il nous enlèvent 300 F. sur la paye, on est les premières à s'en apercevoir. Et puis Usinor nous exploite tout autant que nos maris, pas directement mais c'est bien à cause d'Usinor, à cause des feux continus qu'on ne peut pas travailler... Remarque que même si on pouvait, je vois pas où on irait travailler, il n'y a pas d'emploi pour les femmes dans la région... » La trentaine, deux enfants, Maryse participe pleinement à la lutte ; le lendemain nous la verrons au piquet de grève. Dans les discussions qui s'engagent, souvent à bâtons rompus, tous les sujets sont abordés : la lutte bien sûr, mais aussi le rôle des syndicats, la crise, l'union de la gauche, le rôle de la maîtrise, le Vietnam...

LE ROLE DE LA MAITRISE

« La maîtrise, ils s'assimilent avec la direction... ils ont l'illusion qu'ils ont quelque chose de plus que nous. Au niveau de la production on pourrait très bien s'en passer. Seulement pour certains gars c'est un peu la carrotte, la promotion, c'est pas pour rien que ça existe... Ce qui est terrible c'est qu'on trouve du point de vue bourgeois chez certains ouvriers, alors ça c'est la mort du petit cheval. Et c'est la maîtrise qui est là pour faire germer ça... Le patron s'il crée tous ces postes de cheffaillons, c'est pas uniquement pour leur faire brasser de l'air... »

LA CRISE

« Avec le chômage, on essaye de tenir les gars : « C'est peut-être pas le moment de faire grève »... Ici cela n'a pas marché, faut dire que les CRS, ça a été une grosse boulette. Aucun gars ne peut admettre de travailler avec un CRS dans le dos, on n'a jamais vu ça. Mais de toutes façons on n'a pas à regarder à la conjoncture quand on fait grève. Dellaleau (Le 72° ouvrier à avoir payé de sa vie les records de productivité d'Usinor-NDLR), *lui il a pas choisi quand il est mort, cette année c'est pareil. »*

« De toutes façons c'est jamais le moment pour faire grève, on n'a jamais d'argent » intervient avec ironie sa femme. *« Usinor ça n'a jamais tourné comme il faut, c'est un truc gigantesque que les patrons n'arriveront jamais à contrôler... Il n'y a qu'à voir, on a notre grève tous les ans. Et puis vois le HF4, le plus grand, le plus moderne... il ne tourne même plus... La crise, c'est qu'ils ne sont plus capable de rien diriger, de nous faire avaler le baratin habituel... ça ne prend plus, l'ouvrier il devient de plus en plus conscient, les bras sans tête, c'est fini... »*

« On a fait l'année de la femme pour la bourgeoisie... il faut distraire l'opinion, amuser les gens... »

L'UNION DE LA GAUCHE

Lorsqu'il s'agit du Programme commun, de Mitterrand, la discussion se fait plus calme, plus réfléchie, c'est que même si les interventions ne sont pas toujours claires, même si un certain nombre d'illusions restent, notamment sur la possibilité de mener la lutte au sein du P«C»F, les travailleurs se posent des questions. C'est un militant C.G.T. délégué au CHS qui intervient le premier :

« Si on était passé avec Mitterrand, on aurait peut-être vu de nouvelles têtes, remarque Mitterrand, Mollet et Cie, c'est pas tout neuf non plus... Mais ça aurait sûrement calmé les esprits, on aurait eu un peu de « paix sociale », comme ils disent... On aurait eu l'illusion que la société aurait changé mais dans les bases propres, le niveau de vie tout ça... ce serait resté pareil. Ce qu'il faudrait c'est que ce soient les ouvriers qui prennent le pouvoir, le peuple, comme au... Portugal... (hésitation) Non, au Portugal c'est les socialos... au Vietnam. Au Vietnam, c'est le peuple qui a le pouvoir. Tu a vu les américains, la plus grande armée du monde, avec les B52 et tout leur arsenal, comment qu'ils ont plié bagages... »

« Non, les élections c'est pas le bon moyen... Le bon moyen ce serait une révolution, pas comme 68, en pire... le système il va à sa destruction, faudra bien lui donner un coup de pouce ».

LES SYNDICATS

« La grève de l'an passé, elle nous est quand même restée un peu en travers de la gorge... Il y en a beaucoup qui pensent qu'on s'est fait avoir par les syndicats... Sur la sécurité c'est pas des primes qu'on voulait... On nous disait que la machine n'existait pas ; la meilleure preuve qu'elle existe c'est qu'ils sont en train de l'essayer au HF3... Dans ce sens on n'aura pas fait grève pour rien mais on ne monnaye pas sur la sécurité. »

« Ici, tu vois, on est à peu près tous syndiqué, c'est le seul moyen qu'on a de se défendre, mais c'est pas pour ça qu'on dit « amen » à tout ce que disent Séguy et Maire... »

« Dans beaucoup de luttes les syndicats ils sont dépassés... Ici, ils n'étaient pas très chauds non plus. Pourtant ça fait longtemps qu'ils étaient au courant pour le chômage : ils auraient dû préparer les gars. »

« En ce moment rien n'est fait pour animer la lutte, heureusement que les femmes, elles ont eu de l'initiative. Mais dans les meetings, par exemple il y a des gars qui voudraient parler... il va quand même pas sauter sur la tribune. Et puis la popularisation c'est pas ça non plus... » Son regard se tourne vers les parterres de tulipes, face aux bureaux. Depuis hier, l'idée d'aller vendre des tulipes de soutien fait son chemin.

La conclusion, c'est un aciériste qui la formulera : *« Avec les feux continus on n'a jamais le temps de discuter, d'échanger nos idées... la grève, c'est la seule occasion qu'on a de discuter ».*

5000 chomeurs dans la région de Dunkerque

Usinor, le port, les chantiers navals,.... depuis des années, Dunkerque était un pôle d'attraction pour tous ceux qui cherchaient un emploi. Aujourd'hui, avec 5000 chômeurs, dont 60% de femmes : (un des pourcentages les plus élevés en France) la région dunkerquoise est loin d'être épargnée par le chômage.

Les fermetures d'usines se multiplient : Isorel, Tissages de Comines, Réveillon, Moulins de Bourbourg... même les dockers sont touchés avec 600 emplois supprimés en quelques années. Le tableau des licenciements collectifs est éloquent :

— 121 licenciements à l'usine textile de Watten
— 52 à la Somafer
— 53 à la N.B.R.N.
— 52 à Flandre voiles... et cela uniquement pour les licenciements collectifs de plus de 50 salariés.

Le chômage partiel touche de plus en plus d'établissements : le textile, notamment où la plupart des entreprises tourne autour de 32 h le bâtiment, la chimie avec Lesieur, la SFBP,... et bien sûr Usinor pour la sidérurgie.

De nombreuses entreprises d'intérim ferment leurs portes, comme la Sopresi où le patron, après avoir mis la clé sous la porte, est parti sans payer ses employés ; seule l'occupation des locaux de l'agence a permis aux intérimaires de percevoir leur dû.

Aussi tous les travailleurs de Dunkerque ont-ils les yeux tournés vers la lutte des travailleurs d'Usinor, la première lutte d'ampleur contre le chômage partiel ; les nombreux débrayages de soutien en témoignent.

LE TRUST USINOR

« Le boom qui vient de s'achever a permis aux sidérurgistes à la fois de remplir leurs caisses, de réduire leur endettement et d'achever l'essentiel de leurs investissements », *pouvait-on lire dans* **Expansion** *de janvier 75... Dans cette course aux profits, Usinor, chef de file des sidérurgistes français, n'est pas resté les bras croisés. Qu'on en juge :*

— Bénéfices nets en 1974 : 163 millions de F.
— Chiffre d'affaires : 5,4 milliards de F. (soit une augmentation de 51% entre 1973 et 1974)

Ces résultats, c'est à une exploitation forcenée qu'il les doit ; en 1950 il fallait 29 heures pour couler une tonne d'acier, 11 en 1971, 8 en 1974. 73 travailleurs ont payé de leur vie ces « records de productivité » ; le taux de fréquence des accidents qui était de 3,8% en 1971 est aujourd'hui de 5,2%. Quant aux salaires, ils sont loin d'avoir suivi les profits puisque la masse salariale qui représentait 22,3% du chiffre d'affaires en 1972 n'en représente plus que 16,3% en 1974.

Aujourd'hui cette expansion tant vantée est remise en cause : la crise de la sidérurgie n'épargne pas Usinor. Le Haut-Fourneau N° 4, le plus grand de France, éteint à la suite d'un incident n'est pas remis en marche, les commandes de février sont en baisse de 40% sur 1974... alors que le prix des matières premières, lui, ne cessait d'augmenter... En novembre 74, la Mauritanie nationalisait la Miferma qui fournissait 20% du minerai consommé par Usinor.

... Les toles minces destinées à l'automobile et à l'électro-ménager sont les plus touchées ainsi que les « ronds à béton » qui alimentent le bâtiment. Or la production d'Usinor était orientée à 80% vers ces produits fins destinés à la production de biens de consommation. Aussi aujourd'hui essaie-t-il de se reconvertir, de développer la production de toles fortes destinées au secteur des biens d'Equipement (Centrales Nucléaires, plates-formes de forages pétroliers...) « Au Quarto, ça tourne au maximum... », nous disait un aciériste. Seulement ce redéploiement se heurte à la rigidité de l'appareil de production. « Nous ne pouvons faire ni plus ni moins large, ni plus ni moins épais », *disent les patrons de la sidérurgie. Aussi Usinor entendait-il faire reposer sur les travailleurs ses difficultés actuelles et c'est le recours massif au chômage technique, l'arrêt de l'embauche, les mutations... Autant de mesures contre lesquelles les travailleurs luttent aujourd'hui.*

PREPARONS LES ASSISES SUR LA SANTE

Amorcée à Liévin au Tribunal Populaire, l'aspiration à confronter des expériences, à débattre des problèmes de santé, des accidents du travail et des maladies professionnelles reste plus que jamais à l'ordre du jour.

En effet la politique actuelle de redéploiement de la bourgeoisie et les 1.200.000 chômeurs lui permettent l'intensification du travail, donc la recrudescence des accidents, des maladies professionnelles, et la détérioration des conditions de travail dans les usines (Les Assises le montreront plus nettement).

Pour les chômeurs, la privation de travail entraine le développement des maladies nerveuses, tandis que l'absence de salaire empêche toute dépense médicale...

D'autre part, la politique de la bourgeoisie de rentabilisation accélérée des hôpitaux, l'instauration de plus en plus ouverte d'une médecine de riches et d'une médecine de pauvres, a amené les travailleurs hospitaliers à entamer de nombreuses luttes pour la défense de leur niveau de vie et à remettre en cause, de manière assez large, leur rôle dans l'appareil de santé bourgeois et à poser le problème des liens avec la classe ouvrière. Des contradictions traversent aussi le corps médical, et les étudiants en médecine. Cette situation crée donc des conditions favorables à la tenue d'Assises sur les Accidents et les Maladies Professionnelles, qui doivent devenir le véritable carrefour des luttes qui se déroulent sur ce front, luttes ouvrières souvent isolées, méconnues, luttes des hospitaliers coupées de celles de la classe ouvrière.

Elles doivent analyser les conséquences du redéploiement et du chômage sur la santé des travailleurs chômeurs ou actifs.

Elles doivent non seulement faire connaître les luttes, susciter les débats sur les revendications et les échanges d'expérience, mais aussi poser les perspectives politiques d'une société où accidents du travail et maladies professionnelles seront effectivement combattues. Etudier l'impasse des diverses solutions réformistes et révisionnistes pour qui tout est affaire de spécialistes et de crédit, et surtout pas l'affaire des masses, et montrer que le socialisme et la révolution prolétarienne sont les seuls moyens de régler ce problème spécifique.

Ces Assises rassembleront tous ceux qui luttent ou veulent lutter sur ce front, surtout parmi les ouvriers, syndicalistes, paysans, travailleurs de la santé, étudiants voulant se mettre au service du peuple.

La préparation des Assises se fera par l'établissement de dossiers de la santé dans chaque entreprise ou hôpital.

De nombreux thèmes seront débattus le samedi et le dimanche matin et la synthèse sera faite au cours d'une Assemblée le dimanche après-midi. Les différents carrefours porteront sur :

- Les accidents du travail, maladies professionnelles, la fatigue industrielle, leurs causes, l'origine des handicaps.
- La chômage et la santé des travailleurs : son rôle dans la détérioration des conditions de travail, ses répercussions sur la santé des chômeurs.
- L'hypocrisie des mesures de la bourgeoisie (législation du travail, rôle de la médecine du travail, des Comités d'Hygiène et de Sécurité, place faite aux handicapés dans la société).
- L'appareil médico-hospitalier et la sécurité sociale (médecine des riches et des pauvres à l'hôpital, lutte contre l'absentéisme (Securex)).
- Un carrefour sur les expériences de lutte contre le saturnisme (bilan de Pennaroya), luttes contre le travail posté (Usinor), contre les répercussions du fluor sur la santé des travailleurs et sur l'agriculture, contre la silicose avec les silicosés organisés à Liévin, la Mure etc... pour transformer le CHS en véritable instrument de lutte (Brandt) etc...

D'ores et déjà un nombre important de travailleurs, syndicalistes, médecins, travailleurs hospitaliers ont décidé de soutenir cette initiative en signant l'appel, et une Commission de Préparation des Assises est mise sur pied. A la fête de Politique Hebdo, plus d'un millier de visiteurs sont passés au stand de la Commission de Préparation des Assises et ont montré leur intérêt pour l'initiative. Ainsi ce travailleur hospitalier qui a déclaré *« Nous, hospitaliers, notre rôle c'est bien d'aider par nos connaissances des maladies et de l'hôpital, les ouvriers à lutter dans les usines »*, ce jeune, ancien accidenté du travail, qui est décidé à venir pour montrer comment, *« à l'usine et à l'hôpital, le capitalisme a le même visage »* Un grand nombre de travailleurs et d'intellectuels progressistes ont tenu à signer l'appel. D'ores et déjà un certain nombre de médecins progressistes, de syndicalistes, délégués CHS, ainsi que le Comité de Lutte des Handicapés soutiennent l'initiative. Un certain nombre de dossiers sont en préparation, des travailleurs hospitaliers de l'hôpital Edouard Herriot (Lyon) mènent l'enquête sur l'appareil hospitalier face aux accidents du travail, sur le rôle de la médecine de classe, dans les services d'urgence et de traumatologie.

A Paris, des délégués CHS d'Ugine Kulhmann se préoccupent d'apporter leur contribution sur le rôle des CHS et la mise en place des Commissions des conditions de travail.

Des études sur le travail posté sont en cours. A Amiens des travailleurs de l'usine Cema de Philips, usine de la région où il y a le plus d'accidents du travail, établissent le dossier sécurité de leur entreprise.

A Paris et en province un certain nombre de Comités de préparation des Assises vont être mis en place dans les quartiers, sur les hôpitaux ou les entreprises, rassemblant toutes les forces déterminées à préparer les Assises. Créons partout des Comités de préparation des Assises. Signons l'appel aux Assises ! Pour tout contact écrire à :

Dr Maille BECCHIO
56 rue des Guipons 56
94800 VILLEJUIF

1ère liste des signataires soutenant l'initiative des Assises sur les accidents du travail et les maladies professionnelles

Commission Populaire de Liévin.
Comité de lutte Santé.
Comité de lutte des handicapés
Commission Santé du PCR (ml)

Les signataires suivants :

M.P. LAMBERT, Agriculteur (Paysan - Travailleur) (Teille, Loire Atlantique) ; ARICH C. médecin (Hôpital Saint Antoine) (Paris) ; DUBOSQ D., maçon (Caen) ; AMIEL V., infirmière (Paris) ; ROULLEAU, électricien (Tours) ; FREAC M., professeur (Paris) ; RANK M., agent administratif (Neuilly Plaisance) ; JAMAIN R., étudiante (Lyon) ; LEGER R., institutrice (Gennevilliers) ; RAINHORN J.D., médecin (syndicat des Généralistes) (Gennevilliers) ; PROST G., médecin (GIS) (Paris) ; FRANÇOIS P., instituteur (Pierrefitte) ; GOUARANT C., Laborantine (Paris) ; JULLIEN A., lignes PTT (CFDT) (Paris) ; RAEDERSCHEIDT S., professeur (Vanves) ; ROUSTAN André, ouvrier (ancien FTP) Président du PCR (ml) ; CAPONIX H. ; MICHEL W., médecin réanimateur (Paris) ; LE MORVAN G., lycéen (Paris) ; COLARD, infirmier (Paris) ; TIMSIT D., médecin généraliste (GIS) (Paris).

BERNARDET, employé de bureau (Paris) ; WEISS J., médecin ; (GIS), (Hôpital Broussais) ; NICOLADZE, médecin, (GIS), (Paris) ; LAURENT J., infirmier (Poitiers) ; CHENCHABI, étudiant (Vincennes) ; LANCHON, élève ingénieur (Chatenay Malabry) ; MONIQUET, étudiante (Bruxelles - Belgique) ; HO WAN V., élève ingénieur (Châtenay Malabry) ; RAGUET M., laborantine (Paris) ; FRESCO N., CNRS (Paris) ; BRADFORD M., médecin, (GIS), (Paris) ; PELLEFIQUE B., animateur (Paris) ; DURAND, professeur (Clichy/Bois) ; PENIN P., médecin généraliste (Villejuif) ; GALAND M., médecin hospitalier (Montreuil) ; KOSKAS C., étudiant (C.L.H.) (Paris) ; PETIT J.P., architecte (Paris) ; CHARESSON N., animatrice (Fontenay) ; MONTEIL M., formateur (Lyon) ; RAGUET M., comptable (Paris).

ZOMLAS, étudiant (Paris) ; LAY, étudiante (Paris) ; SCHMITT, chauffeur (Nancy) ; FREYERMUTH, sécurité sociale minière (Montigny les Metz) ; BERTRAND M. (Paris) ; SANDER, étudiante (Nancy) ; ROUZIER M., ingénieur (Paris) ; BECCHIO M., médecin, (GIS) (Villejuif) ; BARTH A., professeur (Strasbourg) ; COHEN, PTT CFDT (Paris) ; BOYER M. secrétaire (Paris) ; TONTON A., infirmier (Neuilly/Marne) ; BASTID, ORTF (Paris) ; GIRARD, professeur (Pierrefitte) ; GIRARD, étudiante (Pierrefitte) ; DIE GUEYE F., programmeur (Cachan) ; BONARDI L. (Paris) ; MSELLATI P., étudiant en médecine (Maison-Alfort) ; BODART X., étudiant (Châtenay-Malabry) ; SIARY A., médecin, syndicat des généralistes (Melun).

ALLAIR, laborantine (Fresnes) ; DUCHEMIN, institutrice (Courbevoie) ; VERRIER, professeur (Paris) ; PICAPER (Paris) ; CABE, étudiante (Bayonne) ; JUAN, étudiant (Bayonne) ; A.M. POURCELOT, sécurité sociale CFDT (Villeneuve la Garenne) ; MORIN ML, assistante avocat (Châtenay-Malabry) ; LIMHELFFER, médecin (Antony) ; LAMBERT F., chauffeur (Paris) ; LACROIX F., ingénieur CGT (Paris) ; GAYS, médecin (Paris) ; VALET A.M., enseignant (Besançon) ; ROUX N., étudiante (Paris) ; RENAUD VICTOR, cinéaste (Paris) ; OLLIVIER C., professeur (Le Mans) ; REY G. kinésithérapeute, délégué CFDT (Hôpital Saint Antoine) ; ESCANDE M., étudiant (Paris) ; BUTAN G. agent hospitalier, délégué CFDT (Hôpital Cochin) ; MERY E., institutrice (Massy).

DUBOIS C., étudiant (Paris) ; CLATOT D., ouvrier imprimeur, délégué CFDT (Yvetot) ; LALLEMANT S., secrétaire (GIS) (Nord) ; MUHL M.O., éducatrice (Versailles) ; RIVIERE C., fonctionnaire (Melun) ; COHEN, enquêtrice (Paris) ; DUPEUX, travailleur social, CFDT (Andilly) ; PICARD, médecin du travail (Rouen) ; PERROGON, professeur (Paris) ; FARDEAU F., étudiant en médecine (GIS), (Sceaux) ; SEYFRIED, employé de bureau (Créteil) ; TOMASI C., professeur (Paris) ; CHIUMINATTO, infirmière (Paris) ; GAILLANON K., enseignante (Paris) ; SCHULER C., étudiante (Minden) ; TANDENNET B., programmeur (Paris) ; CHAMBERT A., professeur (Paris) ; SCHWEBEL V., étudiante en médecine (Paris) ; COLLET, technicienne (Paris).

LUCAS M., médecin généraliste (Sainte Geneviève des Bois) ; MAILLARD A., assistante sociale (Nanterre) ; LOBRY, professeur (Paris) ; FORET J., chercheur laboratoire physiologique du travail (Paris) ; VARIN, monteuse (Saint Honoré) ; CHARPAK, étudiante en médecine (Paris) ; LONGAVESNE L., pharmacien (Mont Saint-Aignan) ; SCHUCHT C., étudiant en médecine (Paris) ; ANDRIEU J., étudiant (Paris) ; SVAHCE O., étudiant (Carrières/Poissy).

CHEVET Y., soudeur (Paris) ; COLAS F., ingénieur (Paris) ; GROUILLER J., kinésithérapeute (Ivry) ; GUILLON E., professeur (Sainte Luce 44) ; MASSON W., ouvrier, ancien FTP (Lyon) ; VILLETARD, agent Assedic (Paris) ; DEVAUX L., puéricultrice, déléguée CHS (Hôpital Saint Antoine) ; GARY D., ouvrier imprimeur, CGT (Paris) ; ALPHANT E., éducatrice (Valence) ; MEUNIER J.L., attaché administratif (Orléans) ; BECCHIO Jean, étudiant en médecine (Paris) ; COMPERE Y., PTT (Orléans) ; HANIGER (Le Plessis Robinson) ; LESTER, journaliste (Suresnes) ; PRAXELLE G., chimiste, CFDT (P.C. Ugine Kulhmann) ; GANDER E., infirmier en psychiatrie (Ville Evrard) ; LE THIEC, PTT (Paris) ; MANSARD, sage-femme (Hôpital Pitié Salpétrière) ; SEBBAH S., hospitalier (Paris) ; ENGEL T., cinéaste (Paris).

GAFFET A., médecin hospitalier (Berk Plage) ; MAUCOTEL, agent administratif (Paris) ; LOSA, assistante sociale, CFDT (Aubervilliers) ; MALKO M., collectif lycéen (Argenteuil) ; KAHN D., étudiant (Versailles) ; GAY J.P., journaliste (Paris) ; LEBLANC Gérard, cinéthique (Paris) ; GAIGNARD H., professeur (Paris) ; DUDDEFANT P., médecin hospitalier (Paris).

L'"hommage" des révisionnistes aux 42 de Liévin

Près de deux mois après le Tribunal Populaire de Liévin, une lettre du syndicat C.G.T. de l'UP de Lens, adressée à Darras, maire socialiste de Liévin, a été publiée dans « La Tribune du Mineur » du 3 mai. Dans cette lettre il est demandé à la municipalité de faire retirer la plaque apposée à la fosse 3 par la Commission Populaire d'Enquête lors du Tribunal Populaire de Liévin le 22 mars :

«... à ce jour des irresponsables, sous le couvert du nom « Tribunal Populaire d'Enquête » ont apposé sur le mur de l'école une plaque sans autorisation et sur une propriété communale. Nous espérons que la municipalité fera enlever cette plaque indigne dans son libellé. »

A cette lettre est ajoutée une autre dont les auteurs *« se déclarent déçus et étonnés qu'une plaque ait été apposée sur le mur de l'école et cela par quelle autorisation ? »*, ils demandent qu'un monument soit érigé devant la fosse *« afin que la municipalité et les organisations syndicales... soient toutes et tous récompensés des efforts qu'ils ont déployés à ce jour. Car nous ne sommes pas d'accord avec le Tribunal Populaire de Liévin ni la Commission Populaire d'Enquête qui racontent, dans leurs derniers numéros, des « bétises ! »*

Ainsi, ce que n'avaient pas osé faire les Houillères, ce sont les revisionnistes du P«C»F qui le tentent ! On ne peut être que révolté de cette nouvelle bassesse de leur part, tout à fait logique avec leur politique d'ensemble de trahison des intérêts de la classe ouvrière. Que veut dire « indigne dans son libellé » sinon que le terme « envoyés à la mort » de la plaque est faux, et donc, que les Houillères ne sont pas responsables !

Le verdict du Tribunal : des « bétises », alors que le travail d'enquête a été le fruit de la solidarité des camarades des 42 ; des « bétises », alors qu'au Tribunal, les veuves présentes ont pu voir pour la première fois dans l'histoire des mines que les Houillères étaient responsables de la mort de leur mari.

Enfin, faire dire à ces personnes qu'un monument doit être érigé, pour *« récompenser la municipalité et les organisations syndicales »* montre bien d'où vient cette lettre. Méritent-ils quelque récompense, ceux qui ont laissé sans perspective les mineurs au moment de l'accident, sabotant toute riposte de classe à ce crime du capital ? Qui ont tout fait pour empêcher les mineurs de prendre en mains leur lutte, pour les empêcher d'aller au Tribunal, pour calomnier celui-ci après sa tenue dans « l'avenir de Liévin » ? Quant à la plaque érigée sans autorisation, Darras a été contacté par l'Association de Défense des Familles des victimes ne s'est prononcé ni pour, ni contre à l'époque.

Cette manœuvre « courageuse », 2 mois après la tenue du Tribunal, contribuera à ouvrir encore plus les yeux des mineurs de Liévin et en particulier de tous ceux, dans la C.G.T. et le P«C»F, et ils sont nombreux, qui ont soutenu notre initiative. Si révisionnistes et réformistes s'acharnent autant sur le Tribunal Populaire et sur la plaque, c'est bien parce qu'elle est le symbole permanent qu'une autre voie est possible, qui n'est pas celle du Programme commun mais celle du Parti et de la prise en mains de leur sort par les mineurs eux-mêmes. La cellule des mineurs du PCR (ml) de Liévin, constituée au lendemain du Tribunal, est là pour la poursuite de la lutte et la mise en échec de cette manœuvre, au moment où comme par hasard, les uns veulent faire enlever la plaque tandis que les autres (les Houillères) essaient de tout faire « redevenir comme avant » pour la sécurité.

Correspondant

Occupation et Production à TEPPAZ

Les travailleurs de Teppaz occupent leur usine depuis près de 2 mois, contre sa fermeture et pour la réembauche des 230 travailleurs licenciés. La seule proposition qui leur soit faite jusqu'à aujourd'hui, c'est une « coopérative » dont ils ne veulent pas. Ce projet, d'ailleurs, laisse dehors 130 travailleurs auxquels la préfecture propose un « reclassement » à la COURLY (services de la Communauté Urbaine de Lyon), qui serait bien en peine d' « absorber » tous les chômeurs de la région lyonnaise !

Depuis plus d'une semaine, les travailleurs font marcher la production tous les jours. « Pour un certain nombre de femmes, *nous dit le responsable de la production,* ça a redonné de l'élan dans la mobilisation et l'occupation. Maintenant celles-ci reviennent tous les jours, parce qu'elles savent qu'elles vont travailler 3 ou 4 heures et qu'elles vont pouvoir discuter entre

elles ». *Bien sûr, l'ambiance est différente.* « Les chefs nous faisaient passer pour des imbéciles, on était rien du tout, pas capables de travailler. On cablait toute la journée, et ils nous traitaient de « cableuses d'occasion » ; c'est tout de même pas les chefs qui faisaient le travail ! »

Pour l'instant, l'argent des ventes d'électrophones sert à la popularisation (tracts, déplacement, etc...), et les travailleurs sont payés sur la base du préavis (variable selon leur ancienneté) ou par les collectes. Ils ont décidé, en assemblée générale, de tous s'inscrire à l'ANPE (pour le droit à la sécurité sociale et aux allocations familiales), mais comme demandeurs d'emploi à ... Teppaz. L'ANPE qui avait promis de ne pas proposer d'emploi avant que le « problème Teppaz » *ne soit réglé, a tout de même, en douce, fait des propositions à quelques travailleurs pour briser leur lutte, alors que tant de chômeurs de Lyon font la queue tous les jours, pour rien.*

Un certain nombre de travailleurs doivent « en principe » avoir droit aux fameux 90%. Mais il sont un peu méfiants car ils savent que peu les touchent en fait ; et surtout certains d'entre eux se sont déjà présentés à l'ASSEDIC et ont essuyé un refus ; « On va exiger que collectivement tous les ouvriers de Teppaz y aient droit. Pour ceux qui ont moins de 6 mois de présence, ce n'est pas de leur faute s'ils n'ont pas totalisé 6 mois de cotisation !! Et de toute façon ce qu'on veut c'est tous reprendre le travail à Teppaz ».

Le 7 mai se tenait à la préfecture le « conseil général du Rhône ». *La réunion était publique et portait sur la* « question de l'emploi ». *Une délégation de Teppaz y était. Pendant que certains « conseillers » causaient, d'autres somnolaient visiblement (c'était l'après-midi !) ; le chômage de milliers de travailleurs dans le Rhône, apparemment, ne les empêche pas de dormir ! Le débat ne s'est animé que vers la fin, pour savoir s'il fallait d'abord voter la motion du P«C»F ou celle de la majorité !* « Nous avons été étonnés et déçus de la machine politique telle qu'elle est. On était heureux de notre intervention ; sorti de là... Et puis encore une fois ça a permis de parler de Teppaz. »

Et les travailleurs de Teppaz ont peu apprécié qu'il ait été dit que la délégation du P«C»F était « accompagnée » *d'une délégation de Teppaz :* « On y est allé parce que c'était public ; mais le P«C»F dans sa motion a essayé d'utiliser Teppaz pour apporter de l'eau à son moulin. On l'avait invité au comité de soutien, il n'y est jamais venu. S'il veut aider Teppaz, qu'il participe au comité de soutien ». *Alors que le P«C»F est totalement étranger à la lutte que mène les travailleurs de Teppaz, il a eu l'audace de leur demander de faire une réunion publique dans l'usine sous prétexte d'expliquer* « pourquoi il n'est pas au comité de soutien » !! *Les travailleurs de Teppaz qui poursuivent activement leur lutte, font actuellement l'expérience de ce qu'est le P«C»F vis à vis des luttes et des aspirations des travailleurs.*

Fabien VAUDOIS

DANS LA MARINE: LE RÉVISIONNISME CONTRE L'INTERNATIONALISME

Au moment où les travailleurs de tous les pays impérialistes subissent la crise, les bourgeoisies recourrent au racisme, au chauvinisme, pour les diviser. Les révisionnistes font exactement la même chose.

Il y a six mois, les révisionnistes du P«C»F et de la C.G.T. s'étaient saisis de la lutte des marins du « France » pour lui coller des mots d'ordre ultra-chauvins. Au bout d'un certain temps ils ont abandonné les marins, car ils furent satisfaits de l'annonce du plan de développement de la marine marchande, demandé aussi par Vieljeux, PDG de Delmas-Vieljeux. Ce qu'ils voulaient, comme le demandait « l'Humanité » (13/9/74), c'était *« la consolidation de* notre *monnaie, le redressement de* notre *balance des paiements, l'expansion de* notre *commerce extérieur »*.

Aujourd'hui on comprend mieux encore l'unité qui existe entre cette défense des PDG de la marine marchande française et le développement du venin du racisme et du chauvinisme. Gruenais, du syndicat C.G.T. des marins déclare *« les équipages doivent rester français »* (Humanité, 5/5/75), ce qui équivaut à désigner comme responsables des difficultés dans la marine, les marins étrangers !

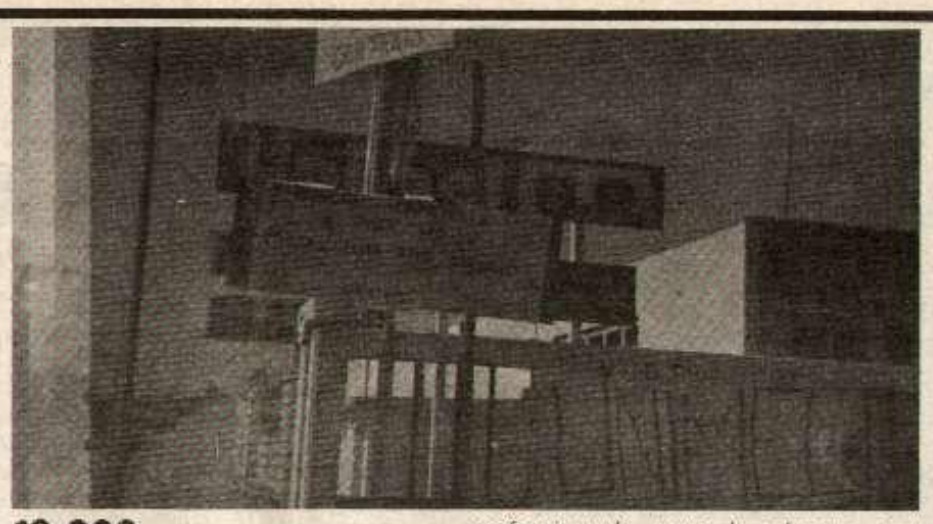
Opposant ainsi les intérêts des marins de différentes nationalités, les révisionnistes se démasquent pour ce qu'ils sont, des diviseurs au service de la bourgeoisie.

L'enjeu de la lutte à Unimel (Besançon)

Mardi 6, à la tête d'un commando de cadres et d'anti-grévistes, le patron a attaqué le piquet de grève et a pénétré dans l'usine, frappant femmes et enfants. Il croyait, parce que la veille une dispute avait éclaté entre les travailleurs et les permanents FO et CFDT qui présentaient les maigres résultats des négociations comme un pas èn avant, que la masse des travailleurs voulait reprendre le travail ! L'usine, délaissée par les assaillants, a été réoccupée peu après par les travailleurs.

Mener le combat contre le défaitisme répandu et entretenu par les révisionnistes et les réformistes, montrer que la lutte est possible si les travailleurs la prennent en mains, cette double tâche ne peut être remplie que si, dans le cours de la lutte, se construit et se renforce la cellule communiste de l'entreprise, celle d'un parti qui, à travers toutes les luttes (Lip, PTT, Liévin...) offre une autre perspective, celle du socialisme. Un premier pas dans cette voie s'est manifesté par l'organisation d'une vente de pain d'épice en ville et dans un quartier populaire, après une représentation théâtrale sur la lutte des mineurs, par des étudiants qui ont ainsi concrètement illustré le principe « servir le peuple ».

Cellule UNIMEL du PCR (ml) le 11/5/75



10.000 licenciements prévus à la Thomson

Dans la concurrence toujours âpre qui l'oppose aux trusts américains de l'informatique, la direction de la Thomson prévoit la liquidation du secteur « composants », technique devancée par celle des « circuits intégrés », et le licenciement de 10.000 travailleurs. La riposte s'organise dans les différentes usines du groupe :

— à Dijon (Bourgogne-Electronique), les ouvrières ont décidé de ne plus remplir leurs feuilles journalières de production tant que la direction ne paierait pas intégralement les heures et jours chômés.

— sous l'impulsion de la section CFDT de Grenoble, un journal destiné à mobiliser les travailleurs de l'ensemble du groupe, à populariser les actions qui s'engagent, est diffusé.

A Catlin (Angers) : 120 travailleurs licenciés occupent leur usine

Après avoir vainement attendu la suite des promesses du préfet qui cherche un acheteur disposant de 600 millions (!) les travailleurs de cette fabrique de menuiserie de laboratoire, professionnels pour la plupart, ont décidé l'occupation contre la fermeture et les licenciements.

Correspondant Angers

Grève au foyer Sonacotra (St Denis)

« Depuis le 27 janvier, nous sommes en grève pour :

— le contrôle de la gestion par les locataires, la liberté d'expression, de réunion...

Le retour à l'ancien loyer (on veut nous imposer 250 F. pour une petite chambre de 6 m2)

— la démission immédiate du gérant raciste et provocateur. *Le tract diffusé par le Comité de Locataires pousuit :* « Les patrons disent toujours : « vous, les immigrés, vous êtes venus ici pour travailler pas pour faire la grève ou faire de la politique ». Nous, nous répondons : ... si les patrons n'avaient pas besoin de nous, nous ne serions pas ici à être exploités comme des esclaves. Mais aujourd'hui, nous sommes devenus des ouvriers comme les ouvriers français ; alors, nous demandons (...) les mêmes droits pour tous les ouvriers... La Sonacotra nous attaque, le gérant monte des provocations contre nous... Mais nous sommes décidés à continuer la lutte jusqu'à la victoire totale. »

Occifeux (Aubervilliers) grève contre les licenciements

Les travailleurs, surtout immigrés sont en grève :
— contre les licenciements
— pour une augmentation de salaire
— pour la réduction des horaires à 40 H (payées 43)

Rogers Color (Nancy) 12e jour de grève contre les contrats de travail à durée limitée

Mercredi 7 mai, après une semaine de grève, les grévistes et leur section CFDT décident d'occuper la salle de développement des photocopies pour empêcher la production, jusque là assurée par les cadres. Le soir, la direction fait chasser les grévistes par la police. Dès le vendredi, après une intervention du PCR devant l'usine, avec des syndicalistes, l'occupation reprend et la direction est obligée de faire quelques concessions : (1.420 F à l'embauche) mais rien n'est cédé sur les contrats. Au contraire des grévistes sous contrat sont menacés de licenciement. La popularisation continue : 3 H durant, les grévistes sont intervenus avec tracts et collecte en plein centre de Nancy devant un commerce de photos, propriété du patron, malgré l'intervention de la police appelée par le patron.

La création d'un comité de soutien est envisagée. Les justes renvendications mises en avant par les travailleurs de Rogers Color, les formes d'action offensives qu'ils ont choisies font de leur lutte un exemple pour tous les travailleurs. C'est pourquoi la section du Parti de Nancy participe activement au soutien de la lutte.

Corres. Nancy - 11/5/75

A PROPOS DU DERNIER LIVRE DE SEGUY "LUTTER"

Au moment où les révisionnistes du P«C»F « durcissent » leur ligne et font semblant d'être les meilleurs défenseurs des ouvriers pour se distinguer du PS, Séguy sort un livre au titre combatif : « Lutter ». On va voir ce qu'il en est de cette « combativité ».

LE PERSONNAGE SEGUY : DU JEUNE RESISTANT AU BUREAUCRATE BOURGEOIS

Bien qu'il s'en défende, Séguy consacre toute la première partie de son livre à des considérations complaisantes sur sa personne, à la manière de tous les hommes politiques bourgeois.

Nous le voyons d'abord utiliser son passé de très jeune résistant et militant du P«C»F du temps où celui-ci était encore révolutionnaire. A la différence de Marchais, qui travaillait volontairement pour les nazis, Séguy, en déportation à Matthausen, sabote la production militaire à laquelle on le fait travailler et participe à l'organisation de la résistance.

Mais que reste-t-il aujourd'hui de ce jeune courageux qui a parcouru toutes les étapes du renoncement ? Un bourgeois, un bureaucrate révisionniste à la solde de la bourgeoisie, comme Jouhau en d'autres temps.

On le voit se livrer à des considérations bourgeoises telles que *« la tolérance est l'une des qualités premières de l'homme »*, on le voit se plaindre de ce que son fils ne peut devenir officier de l'armée bourgeoise pendant son service ; il plaint Pompidou en assurant qu'il n'a *« jamais souhaité la mort d'un adversaire »*. Quand le journaliste qui l'interroge lui demande s'il a bien déclaré *« La nature du patronat est de mordre et il faudra un jour ou l'autre l'abattre »*, il s'excuse, *« c'est une image,* dit-il, *pas une thèse »* et il faut selon lui *« vivre les uns avec les autres »*, et *« rechercher les solutions les meilleures, conformes à l'intérêt collectif »*, comme s'il y avait un intérêt « collectif » entre les patrons et les exploités !

UN DEFENSEUR ENTHOUSIASTE DU REVISIONNISME

Pour faire plaisir à la bourgeoisie, Séguy fait mine de nier, comme toujours, que la direction de la C.G.T. est inféodée à la ligne révisionniste du P«C»F, mais en réalité, tout ce qu'il dit prouve le contraire. Il défend le Programme commun comme un *« évènement considérable »* et dont le *« contenu est malgré tout extrêmement avancé »* et prétend que *« l'intérêt des travailleurs est de rassembler toutes leurs forces pour que ce programme puisse triompher »*. Il parle de la puissance « magique » des nationalisations sous le capitalisme : prenant Renault en exemple, il ne le montre pas comme trust à la pointe de l'exploitation mais comme une *« entreprise qui répond aux besoins économiques contemporains à l'échelle internationale et aux intérêts du pays où elle se trouve »*. Les travailleurs de la Régie, les 17 licenciés en particulier, apprécieront de quels intérêts il s'agit !

Séguy s'étend d'ailleurs sur la future « démocratie avancée » que promet la « gauche ». Il avait déjà promis, pendant l'élection présidentielle, qu'il saurait *« en syndicaliste responsable, tenir compte des réalités économiques »*, c'est-à-dire faire payer la crise aux travailleurs. Il développe maintenant : alors que les patrons seront toujours au pouvoir, il promet qu'on n'aura plus *« besoin de recourir à l'action syndicale telle qu'elle est conçue actuellement : les manifestations, les grèves, les arrêts de travail, la lutte »* et qu'on *« évitera sinon totalement, du moins dans de nombreux cas, les conflits »*. Il promet que les syndicats, après la victoire de Mitterrand, *« auront un rôle constructif dans la gestion et dans le contrôle de tous les aspects de la vie économique »*, ce qui est exactement ce que Giscard et Mitterrand veulent instaurer pour la paix des classes.

UN SYNDICAT SOUMIS A LA BOURGEOISIE

La conception du rôle du syndicat développée par Séguy va tout à fait dans le sens de celle des patrons « éclairés ». Il a beau faire semblant de critiquer Chaban-Delmas et dire que la C.G.T. n'a jamais signé de contrat de « progrès » avec son gouvernement, il ne peut faire oublier la signature des accords sur le chômage, sur la formation professionnelle, sur le travail intérimaire par exemple, qui sont tous des « contrats » signés contre les travailleurs.

Comme Bidegain, du CNPF, il assure que le syndicalisme est *« d'utilité publique et qu'il est normal qu'une partie de ses besoins soient pris en charge par la collectivité nationale »*, ce qui revient, sous couvert d'une « défense » du syndicalisme, à s'entendre avec les patrons pour faire des syndicats des administrations achetées, des organes de gestion « constructifs » de collaboration de classes.

Séguy est d'ailleurs d'accord avec Delors, du PS, ancien collaborateur de Chaban, pour affirmer que *« le rôle du syndicat n'est pas seulement revendicatif, mais aussi d'élaboration économique et sociale »*. Tout en le niant et en couvrant Bergeron d'injures, Séguy est en fait, au fond, un chaud partisan de la politique « contractuelle » d'entente syndicats-patrons pour éliminer les « tensions sociales » au nom de « l'intérêt collectif » dont il se déclare si soucieux.

Cette théorie générale du rôle du syndicat, Séguy la formule en disant que la C.G.T. est *« l'organisation la plus réformatrice de France »* puisque d'ailleurs, dit-il *« la réforme, c'est toute la philosophie de base du Programme commun de la gauche »*, il rejoint là parfaitement Caillavet, radical « de gauche » qui définit le Programme commun comme un programme de « collaboration de classes ».

Dans cette logique, Séguy critique donc les comités de grève à cause des « éléments extérieurs », il déclare que *« la séquestration ne peut être une formule valable »*. Pour ne pas s'opposer de front aux occupations d'usine, il louvoie : *« Dans l'intérêt même des installations, il est préférable que les travailleurs demeurent dans l'usine, pas seulement pour l'occuper, mais pour veiller à la sécurité, à l'outil de travail »*.

DES ATTAQUES ORDURIERES CONTRE LA CHINE SOCIALISTE

Quand on en vient à l'internationalisme, Séguy montre aussi son visage d'adversaire du socialisme ; relatant son passage (involontaire) en Chine en 67, il décrit, dans le meilleur style réactionnaire, *« l'atmosphère irrespirable des rues de Pékin »* à cause des gardes rouges *« circulant en bandes, faisant un tapage infernal, y compris pendant la nuit »*. Exhalant sa haine de la Grande Révolution Culturelle, il dit : *« Très vite nous avons senti de la part des animateurs de l'agitation entretenue en permanence, une vive hostilité qui ne pouvait s'expliquer que par la couleur de notre peau »* ; il prétend qu'il s'agissait *« d'une réaction de caractère raciste »*, et il nous décrit *« avec quel soupir de soulagement »* il *« s'est embarqué pour Moscou, au terme d'une assez longue attente »*.

CONTRE LA LIGNE REVISIONNISTE DANS LES SYNDICATS

Le livre de Séguy, c'est donc une opération publicitaire des révisionnistes pour faire passer leur idéologie de renoncement, de compromis dans les luttes sur le dos des ouvriers. Les travailleurs s'y opposent de plus en plus et se saisissent de toutes les formes de lutte exécrées par Séguy, comme à Lip, à Renault-Le Mans, à Everwear, etc... « Lutter » proclame le titre de Séguy, mais pour lutter, il faut rompre radicalement avec les dirigeants traitres des syndicats !

Paul LEFORT

RASSEMBLEMENTS COMMUNISTES

à Grenoble le 24 Mai — 20h 30 — *à la bourse du travail*

à Paris le 7 Juin — 14h — *à la mutualité*

La réforme judiciaire

UNE JUSTICE QUI MARCHE MIEUX... POUR FRAPPER PLUS FORT

Les 24 et 25 avril derniers, l'Assemblée nationale a eu à discuter d'un projet de réforme du Code de Procédure Pénale (C.P.P.). Un projet de réforme « libéral » à la manière de Giscard.

La question peut paraître ardue et inintéressante. En fait elle est très importante car le C.P.P. est la seule garantie dont on peut disposer face à l'arbitraire policier. Bien sûr les garanties qu'il contient sont totalement insuffisantes : déjà quand il avait été adopté en 1958, il avait en fait servi à légaliser la procédure inadmissible de la garde à vue grâce à quelques concessions sur des points jugés moins décisifs par la police. Mais celle-ci avait déjà à l'époque protesté contre les restrictions qu'on apportait à son arbitraire. Car le C.P.P. peut permettre de se défendre contre certaines pratiques policières ou irrégularités de la justice bourgeoise.

Aujourd'hui les abus de cette justice sont devenus si criants que la bourgeoisie finit par s'en alarmer elle-même : plus personne ne croit à cette comédie judiciaire. Ainsi, grâce au système de la détention provisoire, on a pu maintenir plusieurs années en prison des accusés avant de les juger ; c'est un retour aux lettres de cachet de la monarchie. Aussi, poussé par les révoltes dans les prisons et ne pouvant plus faire l'autruche devant la déconsidération totale de sa « justice », Lecanuet, sous-ministre de la police depuis que Poniatowski décide à sa place dans son propre domaine, a voulu proposer une réforme du C.P.P. et du Code pénal. En fait il a simplement repris, en supprimant les mesures trop « libérales », un projet élaboré par ses prédécesseurs Pleven et Taitinger, « libéraux » notoires, et que la bourgeoisie avait mis en sommeil.

Ce projet est un exemple frappant de ce qu'est la démagogie Giscardienne. La bourgeoisie a fait toute une publicité sur son libéralisme car il limite la détention provisoire à 6 mois et Lecanuet a été très ferme là-dessus, contre certains députés bourgeois qui voulaient réduire le champ d'application de cette mesure. Mais il faut savoir que d'après les statistiques de la bourgeoisie elle ne touchera qu'une très faible partie des détenus provisoires. On voit jusqu'où va le libéralisme ! Alors que c'est le système de la détention provisoire lui-même qui est un scandale permanent. De plus Lecanuet a refusé de laisser supprimer le rôle suspensif de l'appel du procureur contre une décision de mise en liberté provisoire : c'est-à-dire que le procureur, qui dépend directement du ministre et agit sur son ordre, peut s'opposer à la remise en liberté d'un prévenu simplement en faisant appel ! On voit de moins en moins où est le changement.

Par contre on le voit tout de suite quand on aborde le reste du projet. La réglementation de la détention provisoire, c'était le sucre autour de la pilule ; voici maintenant la pilule ; là, même la commission des lois, qui est largement dominée par la majorité, s'est opposée au ministre. D'abord Lecanuet veut remplacer la juridiction collégiale en correctionnelle par un juge unique. Le prétexte est que cela libèrerait des juges et permettrait d'accélérer la justice. La vérité c'est qu'il est plus facile de faire pression sur un juge que sur trois. Sur ce point Lecanuet a dû céder face à la commission : l'accusé peut demander d'être jugé par trois juges, mais il ne peut l'exiger. Mais le juge unique est désigné par le Président du Tribunal et non par l'Assemblée Générale. Comme le président et les vices-présidents, s'ils ne reçoivent pas d'ordres du ministre, sont directement nommés par lui, on voit que les juges uniques seront bien choisis.

De même Lecanuet a mis au point une réforme de la compétence des tribunaux qui permet de choisir le tribunal qui jugera l'accusé en le changeant simplement de prison.

La fin du texte contient une modification des nullités qui les rendront plus difficiles à demander. Les nullités servent de sanction à la procédure : si elle est irrégulière, elle est annulée. En fait les tribunaux refusent en général d'annuler la procédure malgré les irrégularités de la police. Le texte adopté leur facilitera largement la tâche.

Par contre le projet ne parle pas de la procédure de flagrant délit qui permet de juger quelqu'un en dehors de toutes garanties. Là aussi Lecanuet a dû céder face à la commission qui lui a imposé que l'accusé puisse avoir un avocat dans cette procédure.

Mais le point sur lequel l'opposition a été la plus violente entre le gouvernement et la commission a été la création d'une juridiction d'exception pour les délits économiques et financiers. Après la Cour de sûreté de l'état, les tribunaux militaires, voilà une juridiction économique. Mais sous le terme « économique » Lecanuet range beaucoup de choses : infractions fiscales, douanières, mais aussi opérations commerciales frauduleuses, construction et urbanisme. Le texte est même si vague qu'on pourrait très bien l'appliquer pour les chèques sans provision et les traites en retard. C'est aussi la volonté de faire échapper aux juridictions habituelles tous les domaines ayant donné lieu à des scandales qui révélaient la pourriture du capitalisme. Cela a choqué la commission, mais la majorité a préféré suivre son ministre. Claudius-Petit a clairement dit pourquoi : « *Si nous ne sommes pas capables de défendre jusqu'aux limites du possible les fondements du droit... sous prétexte que l'opinion publique est prévenue contre tel auteur d'infraction — ou supposé tel — ou contre tel industriel, et qu'il apparaît que, renversant le mot de Victor Hugo : « moins vous serez misérable, plus vous serez condamné », parce que personne n'osera plus vous défendre, alors notre liberté individuelle est en danger* ». Grâce à Lecanuet et à sa majorité, messieurs de la bourgeoisie peuvent se rassurer: ils seront jugés entre eux et on pourra suivant les nécessités politiques étouffer ou faire éclater tel ou tel scandale.

On voit donc que grâce à des concessions anodines à la « liberté » individuelle le gouvernement a pu introduire d'importantes modifications au droit qui choquaient même une fraction de la bourgeoisie tant elles contredisent le droit bourgeois libéral traditionnel. Derrière les sourires charitables de Lecanuet et les bavardages pseudo-libéraux, c'est en fait un renforcement du pouvoir répressif de l'appareil d'état bourgeois qui se fait.

Yves BEAUMONT.

Les révisionnistes défendent le "service public" de la justice !

Déclaration le 24 avril de Maxime Kalinsky, député révisionniste, lors du débat sur la réforme du C.P.P. : « Les difficultés que rencontrent les justiciables pour obtenir qu'un arrêt soit rendu rapidement tiennent à la disproportion croissante entre les besoins à satisfaire pour assurer un fonctionnement normal du service public de la justice et les moyens insuffisants que permet de mettre en place le budget de l'Etat ».

Ainsi pour les faux communistes du P«C»F la justice qui fonctionne en France n'est pas une justice de classe, une arme de la bourgeoisie contre le prolétariat, c'est un « service public » au dessus des classes, qui répond à des « besoins ». Gageons que les ouvriers que le P«C»F trompe encore seront surpris d'apprendre que pour leur parti c'est un de leurs besoins d'être expulsés des usines qu'ils occupent, condamnés quand ils manifestent etc...

Nous ne voulons pas plus d'argent pour la justice bourgeoise comme le demandent les révisionnistes, nous voulons une justice populaire dans une France socialiste.

A PROPOS D'UN ARTICLE DU "MONDE"

Le Monde, journal anti-communiste, passe aussi pour un journal sérieux. Eh bien, ce n'est pas vrai. Dans ses éditions du 10 et 11 mai, il publie sous la plume d'un certain Brigouleix une sorte de reportage sur l'extrême gauche dans lequel on apprend tout à tour, figurez-vous, que le PCR (ml), notre Parti, est une scission de l'Humanité Rouge, qu'il entretient avec les révisionnistes des relations suspectes, que, dans Front Rouge, nous injurions périodiquement l'Humanité Rouge et que les militants de ce groupe doivent « assurer leur sécurité » d'abord contre ceux du PCR, *que les campagnes menées par les trotskystes sur l'armée nous* « trouvent d'ailleurs tout à fait sur la défensive ». *Voilà tout ce qui est dit à propos de notre Parti, voilà ce qui, selon Brigouleix, définit, caractérise le PCR (ml). Voilà qui est faux, non seulement à propos des points soulevés, mais aussi et surtout par omission. Que de haine pour notre Parti et de grasse sympathie pour ceux qui le combattent !*

• *Rappelons d'abord que ceux qui ont scissionné au sein du mouvement marxiste-léniniste sont ceux qui, non seulement ont refusé avec arrogance de se soumettre à la volonté de l'écrasante majorité des militants marxistes - léninistes, mais qui ont depuis dégénérés au point de défendre pour l'essentiel la politique gouvernementale, au point de considérer comme secondaire la contradiction bourgeoisie/prolétariat dans notre pays, contredisant sur ce point, notamment, tous les enseignements du marxisme - léninisme et de la pensée Mao Tse Toung.*

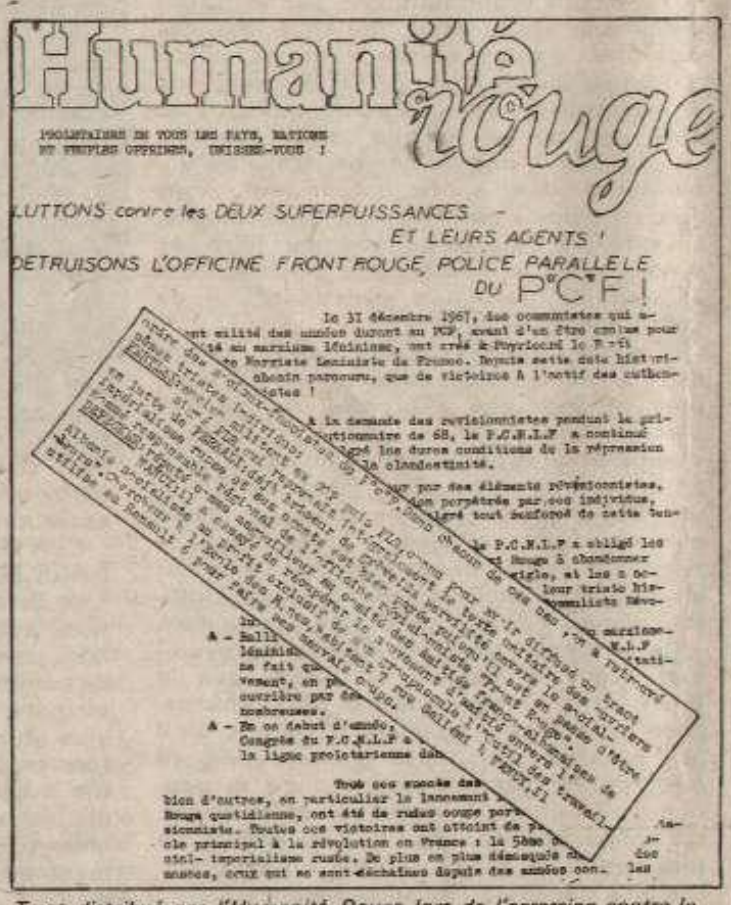
• *Quant aux relations suspectes entretenues par notre Parti avec les révisionnistes, chaque jour illustre bien le climat d'harmonie dans lequel elles se déroulent en effet ! exclusions des militants marxistes - léninistes de la CGT sous l'impulsion du P « C » F, coups, tracts calomniateurs, voilà tout le suspect de ces relations. Cependant, que penser de cette directive interne du P « C » F dans laquelle on encourage vivement les militants à ne rien entreprendre contre les provocations de l'Humanité Rouge, lesquelles ont pour effet de ramener au P « C » F les militants sincères en désaccord avec la ligne révisionniste et hésitants.*

Là ou ce Brigouleix passe la mesure c'est quand il soutient froidement que Front Rouge « injurie périodiquement » l'HR. Voilà un petit monsieur qui écrit sans savoir. Brigouleix ne lit pas Front Rouge. Il pontifie dans « Le Monde » sur l'extrême gauche, sans s'entretenir un seul instant avec les responsables de notre Parti, sans prendre la peine de venir aux conférences de presse, sans assister à une seule mobilisation de notre Parti mais, ultime désinvolture, sans lire notre journal. S'il le lisait, il se rendrait compte que non seulement nous n'injurions pas le groupe susdit dans nos colonnes, mais que **nous n'en parlons pas**. *Notre principe consiste à faire porter tous nos coups sur la dénonciation de la bourgeoisie et du révisionnisme. Les rares exceptions à cette règle coïncident avec des méfaits particulièrements graves dudit groupe.*

Mais pourquoi ce Brigouleix s'acharne-t-il à débiter des contre-vérités ? Enfin, Monsieur le spécialiste de l'extrême gauche, qui menace la sécurité de qui ? Qui a appelé à **détruire** *notre Parti au lendemain de son congrès constitutif ? Qui a attaqué le rassemblement communiste du 3 novembre dont vous n'avez soufflé mot ? Et qui a attaqué les meetings de soutien aux ouvriers de Coder à marseille et le rassemblement communiste à Thionville ? Qui, révélant sa véritable nature, vient de dénoncer par tract les noms, adresses de nos militants de Thionville et de Nancy ? Devinez.*

Quant aux campagnes menées dans l'armée par notre Parti et par ses Cercles Jeunesses, si vous n'êtes pas au courant, informez-vous. Enquêtez un peu auprès des soldats. Cela vaut bien, vous savez, les deux ou trois discussions que vous avez dû avoir autour d'un pot au quartier Latin avec quelques trotskystes et qui vous ont fourni la substance de cet article superficiel et mensonger.

Décidément, de Pfister en Brigouleix, « Le Monde » n'aime pas notre Parti. C'est d'ailleurs le seul journal, avec l'Humanité, à n'avoir pas parlé du Tribunal Populaire de Liévin. C'est normal, la bourgeoisie n'a pas d'affection particulière pour le prolétariat. Mais si être attaqué par l'ennemi est une bonne chose, que ce ne soit pas, s'il vous plaît, par des paltoquets.


Humanité rouge

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, NATIONS ET PEUPLES OPPRIMES, UNISSEZ-VOUS !

LUTTONS contre les DEUX SUPERPUISSANCES ET LEURS AGENTS !

DETRUISONS L'OFFICINE FRONT ROUGE, POLICE PARALLELE DU P°C°F !

Le 31 décembre 1967, des communistes qui s'...ent ralliés des années durant au PCF, avant d'en être exclus pour ...té au marxisme léninisme, ont créé le Parti-Pris le P.C.M.L. ...on Marxiste Léniniste de France. Depuis cette date historique ...chemin parcouru, que de victoires ! A l'actif des cuthéniens !

A la demande des révisionnistes pendant la grande ...tionnaire de 68, le P.C.M.L.F a continué ...gé les dures conditions de la répression ...la clandestinité.

...pour des éléments révisionnistes, ...on perpétrés par ces individus, ...gré tout soutenus de cette fa...

...le P.C.M.L.F a obligé les ...t Rouge à abandonner ...ergie, et les 6 ...leur triste His...communiste Révo...

A - Ballet ...M.L.F ...tati...

...léniniste ...ne fait qu'...vement, en p... ...ouvrière par ...nombreuses.

A - En ce début d'année, ... Congrès du P.C.M.L.F a ... la ligne prolétarienne dan...

Trois ans après dan... ...bien d'autres, en particulier le lancement ... Rouge quotidienne, ont été de rudes coups por... ...sionnistes. Toutes ces victoires ont atteint de p... ...cle principal à la révolution en France : la lutte ... ...ntre l'impérialisme russe. De plus en plus démasqué ... ...ntre les masses, ceux qui se sont échaînés depuis des années con...

Tract distribué par l'Humanité Rouge lors de l'agression contre le rassemblement de Thionville organisé par notre parti.

Rhône-Poulenc Textiles (Lyon) : Un marxiste-léniniste exclu de la C.G.T.

A l'usine Rhône-Poulenc Textiles (Belle-Etoile) de Lyon, un camarade a été exclu de la C.G.T. par la Commission Exécutive (dont les membres sont choisis par la direction révisionniste du syndicat) et sans avoir été convoqué. Prétexte avancé : « participation à la diffusion de tracts injurieux et diffamatoires portant atteinte aux intérêts moraux de l'organisation et de ses adhérents ».

Dans un tract signé du camarade et diffusé massivement, le camarade demande « Suis-je coupable d'être un militant politique ? » alors que « en distribuant un tract du PCR, je n'ai fait que professer une opinion en dehors de l'organisation syndicale », « suis-je coupable de ne pas avoir pu m'exprimer autrement ? », alors que « les militants du P«C»F qui s'efforcent de contrôler notre syndicat m'ont tenu dans l'isolement, m'ont même interdit 2 fois l'accès du local syndical ?... « J'accuse les membres du P«C»F qui ont manœuvré pour me faire exclure d'avoir violé cet article des statuts... ». Puis il explique : « C'est parce que je considère *qu'il y a beaucoup plus de bon que de mauvais* dans la C.G.T., que j'y adhère (...), que j'y adresse mes camarades en difficulté... Nous ne critiquons pas pour démolir la C.G.T. mais au contraire pour la renforcer. Lorsque les dirigeants syndicaux font le boulot du P«C»F au lieu de défendre les revendications des travailleurs, l'intérêt de la C.G.T., c'est que nous les dénoncions et que nous appelions les travailleurs à l'unité syndicale sur la base de revendications » et il conclut : « camarades cégétistes, arrachons la direction de notre syndicat des mains du P«C»F ! Pour obtenir la satisfaction de nos revendications, renforçons la C.G.T. ! » Une pétition réclamant sa réintégration a recueilli plus de 70 signatures de syndiqués ou non syndiqués ; très peu de travailleurs acceptent son exclusion.

Correspondant Rhône-Poulenc Textiles (Belle-Etoile) Lyon le 9/5/75

abonnez vous

FRONT ROUGE
CCP 31 191 14
LA SOURCE

POUR LA FRANCE		
pli normal	1 an	80 F
	3 mois	20 F
pli fermé	1 an	160 F

POUR L'ETRANGER
écrire au journal qui fournira le tarif

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Profession.....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

Giscard au Maroc :

UN ATOUT DE PLUS POUR L'IMPERIALISME FRANCAIS

« Accueil particulièrement chaleureux », « des centaines de milliers de personnes », pluie de pétales de roses, bain de foule dans la médina de Fez, chasse au sanglier dans l'Atlas... Le voyage de Giscard au Maroc a fait les délices de la presse, qui n'a manqué aucun détail « couleur locale » pour décrire ce grand rassemblement organisé par Hassan II, à grand renfort de camions, pour amener les paysans de tout le pays sur le parcours, offrir à Giscard, et s'offrir à lui-même, cette « immense acclamation ».

C'était la première fois qu'un chef de l'Etat français se rendait en visite officielle au Maroc depuis l'indépendance, après la « marocanisation » des anciennes terres coloniales et de certaines entreprises, la nationalisation des phosphates et de l'exportation. En 1932, les colons occupaient 1.200.000 ha de terres usurpées. En 1973 ils n'en possédaient plus que 200.000. L'Etat marocain a pris des participations dans des entreprises, comme la principale raffinerie de sucre, la Cosuma, qui appartenait jusqu'à la fin des années 60 à des capitalistes marseillais ; dans les mines comme celles d'Halouli et Mibladen, qui appartient à Pennaroya-Maroc. Aujourd'hui, même si ce sont les notables, les hauts fonctionnaires, les caïds, les présidents des conseils communaux, qui ont accaparé à leur tour les terres des anciens colons, même si l'impérialisme français possède toujours la majorité des banques, et par là-même une grande part de l'industrie, il ne peut plus se comporter comme avant. Il est contraint de compter avec la lutte des pays du Tiers Monde pour la récupération des richesses nationales, et Giscard a, par exemple, été contraint de dire : « Il est normal que les matières premières produites par les pays en voie de développement soient payées équitablement à un prix rémunérateur... ».

Mais il n'est pas question pour lui d'abandonner la partie. Il a expliqué ainsi le choix de ses déplacements pendant sa première année de présidence : « je me suis rendu aux Antilles puis dans de grands Etats méditerranéens, toutes régions où se pose le problème du développement ! » Ce n'est sans doute pas un lapsus qui lui fait mettre sur le même plan, des pays qui sont aujourd'hui encore des colonies de l'impérialisme français, et les pays d'Afrique du Nord ! Son projet est clair : faire face à la montée du Tiers Monde, essayer de garantir et de consolider ce qui reste de sa main mise, arracher de nouveaux marchés. Aujourd'hui encore, une grande partie de la production du matériel agricole, des engrais, des mines, des conserves, reste entre les mains d'entreprises françaises, par l'intermédiaire des banques. On retrouve au Maroc les Schwartz-Haumont, Wendel Sidelor, Ugine-Khulmann, les ciments Lafarge, Simca, Berliet, Péchiney-St. Gobain... L'huile est fabriquée par des sociétés françaises, comme Lesieur, les 9/10 des usines de conserve de poisson sont françaises. Ces sociétés réalisent encore des profits colossaux, en payant des salaires de misère, en faisant travailler des enfants. L'armée et la police marocaines sont parfois encadrées par des Français. Des milliers de travailleurs marocains ont du venir travailler en France, ou dans d'autres pays européens, chassés par le chômage.

Si, sous la pression des masses marocaines, Hassan II a du prendre un certain nombre de mesures qui ont pu affaiblir l'impérialisme français, réduire son champ de manœuvre, Giscard essaye malgré tout de lui garder au Maroc une place prépondérante, face aux autres impérialismes, en particulier US, et face aux luttes du peuple, pour la terre, et pour la récupération des richesses nationales. Le communiqué final de sa visite souligne que « les capitaux français doivent prendre une place plus importante à la réalisation du plan de développement du Maroc » qu'ils seront protégés. L'exortation adressée par Giscard aux Français résidant au Maroc de « bien servir la France au Maroc » est claire. Même s'il peut encore compter sur Hassan dans une grande mesure, toutes ses tentatives se heurtent dès à présent à la lutte de masses pour une indépendance complète.

Il y a 30 ans,

le massacre de Sétif

Le 8 mai 45, le peuple fête la victoire sur le fascisme. En Algérie à Sétif, le même jour, les masses populaires descendent dans la rue pour fêter elles aussi cette victoire, et réclamer l'égalité des droits et la justice. La répression est brutale : l'armée et la police françaises, les colons, organisés en milices, massacrent 45.000 Algériens. Pendant une semaine, dans toute la région de Sétif, la population de villages entiers est égorgée, jetée dans des fosses communes. Ratissages, enfumades, tanks, bombes, balles : au peuple algérien qui demandait plus de justice après avoir servi de chair à canon dans la guerre, le colonialisme français répondait par le massacre.

La bourgeoisie française avait peur. Sortie diminuée de la guerre, elle ne voulait à aucun prix que les peuples qu'elle dominait se soulèvent, s'organisent. L'exemple de Sétif, ne devait pas s'étendre à toute l'Algérie, à tous les peuples de l'empire colonial. C'est pourquoi, à Sétif, elle a frappé si vite et si fort. Au premier rang de ces massacreurs, le P«C»F au gouvernement, qui exige avec sa filiale locale, le P«C»A, plus d'énergie dans la répression des patriotes algériens, par une délégation du P«C»F et du P«C»A auprès du gouvernement général d'Algérie : *« Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du Parti du Peuple Algérien et d'autres agents hitlériens camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques. Cette coalition criminelle, après avoir vainement tenté de faire éclater des émeutes de la faim a réussi à faire couler le sang... La délégation a estimé que ces mesures (de châtiment rapide et impitoyable des provocateurs) appliquées sans délai contribueraient à ramener le calme »*, peut-on lire dans « Alger Républicain », journal du P«C»A, le 12 mai 45. Le P«C»F encourage cette répression, apportant à l'impérialisme français son secours, lui prouvant ses capacités à gérer ses affaires.

Mais le 8 mai 45 pour le peuple Algérien, a en réalité ouvert des perspectives nouvelles à la lutte. Devant la répression sauvage, il a compris qu'il n'y avait qu'une solution, la lutte armée. Les massacres de Sétif ont condamné la voie du réformisme, de l'intégration dans le système colonial ; ils ont scellé le sentiment national du peuple algérien, sa volonté d'arracher l'indépendance nationale. Ses premières actions qui, en novembre 54, donneront le signal de la lutte armée pour la libération nationale, sont les fruits de cette prise de conscience massive de la nature du colonialisme. Aujourd'hui encore, le peuple Algérien manifeste chaque année sa haine de l'impérialisme le 8 mai. Il se souvient du million et demi de patriotes qui n'ont pas reculé, même devant la mort pour conquérir l'Indépendance.

LES COMBATTANTS PALESTINIENS MULTIPLIENT LEURS ACTIONS EN TERRITOIRES OCCUPES

Le samedi 3 mai, plusieurs roquettes ont été tirées par les forces de la Révolution Palestienne contre le siège de la Knesset (parlement) et le quartier des départements ministériels sionistes, dans le quartier de Dreveh She Anan à Jérusalem. Ces tirs ont atteint les objectifs et ont causé à l'ennemi de grandes pertes en hommes et en matériel. Des ambulances, des véhicules de secours et de pompiers sionistes ainsi qu'un grand nombre de militaires sionistes sont accourus sur les lieux et ont été pris par un deuxième tir de roquettes causant aussi de lourdes pertes parmi les forces de l'ennemi ; les combattants palestiniens avaient bombardé la ville de Tibériade le 16 avril dernier avec des roquettes d'une grande force destructive d'une longueur de 2 mètres pesant chacune 70kg.

24 heures après les tirs sur la Knesset, les fedayin ont fait sauter un des immeubles utilisés par les services de renseignements israéliens à El Qods. « Pour la seconde journée consécutive les révolutionnaires ont contraint les sionistes à se réfugier dans les abris » *a indiqué le communiqué militaire, publié par le commandement général des Forces de la Révolution Palestienne, qui poursuit ainsi :* « Nos révolutionnaires ont reçu l'ordre de frapper les centres vitaux à l'intérieur de Jérusalem et ce malgré toutes les mesures de sécurité mises en place par les autorités d'occupation à la suite de l'attaque de samedi ».

Lundi soir, les fedayin ont détruit plusieurs usines et dépôts dans la région industrielle de Tel Aviv et mis hors d'état de nuire de nombreux soldats sionistes. Ils avaient déposé des charges explosives dans différents quartiers de la région industrielle de Harkivet à Tel Aviv. Ces charges ont explosé à l'heure indiquée causant ainsi des incendies dont les sionistes ont eu le plus grand mal à venir à bout.

Malgré la répression déclenchée après ces opérations de grande envergure, la lutte dans les territoires occupés se développe, se renforce.

PALESTINE VAINCRA !

A l'occasion du 27è anniversaire de l'occupation de la Palestine par les sionistes, la GUPS organise un meeting à Paris, le jeudi 15 avril à 20 h 30 Maison du Liban, Cité Universitaire.

ITALIE :

Halte à la répression du mouvement révolutionnaire

Le gouvernement Moro a présenté au Parlement, en vue d'une rapide approbation, une des lois les plus graves de 30 années de Démocratie Chrétienne, une série de mesures définies « ordre public », dont le seul objectif est de multiplier les exactions de la police.

Cette loi réactionnaire dont la paternité revient à Fanfani voit le jour au moment où il a été permis à l'assassin de Claudio Varalli de passer la frontière suisse, où ont été relaché les trois fascistes arrêtés pour l'attentat de Brescia, où a été remis en liberté Miceli le comploteur fasciste. Et c'est grâce au vote du parti fasciste MSI que précisément le 25 avril ont été approuvés par la commission de la Chambre les pires articles de cette loi.

On veut traduire en termes de loi la lutte contre les extrémismes opposés, mais les faits parlent clairement : cette formulation est un prétexte pour permettre à tous les partis bourgeois de s'unir pour approuver cette loi.

Les objectifs de la loi sont les suivants :

1) La répression du mouvement politique populaire et révolutionnaire qui s'oppose à la DC et à ceux qui font alliance avec elle.

2) Un renforcement réactionnaire de l'Etat bourgeois en donnant à la police des pouvoirs plus étendus :

- Pouvoir plus grand à la police d'arrêter n'importe quel citoyen.
- Autorisation de perquisitionner et de conduire au commissariat tout participant à une manifestation.
- Possibilité de tirer pour les policiers et les carabiniers.
- Immunité pour les policiers qui commettent des actes criminels.
- Relégation, comme au temps des fascistes, pour les opposants au régime.
- Peines encore plus graves pour ceux qui se défendent contre la violence policière.
- Limitation de la liberté provisoire.

Ces mesures furent approuvées également par le PSI au sommet du centre-gauche de mars. Chacun à leur tour le P«C»I et le PSI ont donné leur accord par des votes favorables ou par l'abstention à la plupart des articles de la loi. Au plus fort de la mobilisation anti-fasciste, Berlinguer a rencontré Moro le 18 avril pour donner le feu vert à l'opération de répression contre les forces populaires et révolutionnaires qui n'acceptent pas comme l'unique solution politique celle des rapports entre la DC et le P«C»I.

Tous les révolutionnaires ont participé à la manifestation du 6 mai contre les mesures réactionnaires contre l'actuel climat de répression : à Catane, quatre militants du PC (ml) I et un militant du « Movimento Studentesco » ont été condamnés à des peines de 2 à 4 ans de prison ferme pour une action populaire contre l'augmentation des prix des transports publics : deux militants du PC (ml) I à Bari et une autre à Venise ont été arrêtés pendant la manifestation anti-fasciste du 18 avril. D'autre part le militant révolutionnaire Marini a été condamné à 9 ans lors du procès en appel ; le commandant de partisans G.B. Lazagna est toujours en prison sans aucune preuve à charge ; et il y a des dizaines et des dizaines d'inculpations contre les militants anti-fascistes ; de plus, il faut signaler la manœuvre orchestrée par la justice contre Avanguardia Operaia : les magistrats de Milan ont en effet décidé de mener une enquête sur Avanguardia Operaia dans l'intention de la déclarer « association subversive », afin de poursuivre ses dirigeants et ses militants et d'arriver à la mettre hors la loi. L'initiative est partie du juge Viola et s'inscrit dans la ligne de Fanfani qui veut mettre au centre même de la campagne électorale la question réactionnaire de « l'ordre public ». Pour faire face au processus de fascisation de la démocratie bourgeoise en Italie qui amènerait à la seule existence des rapports DC/P«C»I, il faut plus que jamais renforcer la lutte d'opposition populaire contre le régime démocrate - chrétien et contre le compromis historique.

VOYAGE EN ALBANIE

Au mois d'août, notre journal Front Rouge, organe central du PCR (ml) organise un voyage en Albanie socialiste. Il reste des places disponibles.
Pour tout renseignement écrire à :

Front Rouge
B.P. 161 75864 Paris Cédex 18

nom.....

profession.....

adresse.....

Hommage à Julio Alvarez del Vayo, militant anti-fasciste, président du FRAP

Julio Alvarez Del Vayo, président du FRAP est mort le 3 mai, au terme de 70 ans d'une vie militante au service du peuple espagnol, à l'âge de 84 ans.

En 1936, il était ministre des affaires étrangères, au moment du soulèvement fasciste. Il dénonça la criminelle politique de non-intervention défendue en France par Blum et le Front populaire. Puis il fut Commissaire Général à la Guerre. Partisan de la résistance jusqu'au bout, il quitta l'Espagne en 1939 pour l'exil au cours duquel il n'a cessé de lutter.

Comme il l'avait fait pour la révolution d'octobre en URSS, il a défendu la révolution chinoise dans des articles et des livres.

Il condamnait fermement les révisionnistes espagnols ; parmi les premiers il rejeta la politique de « réconciliation » et la « voie pacifique » de lutte contre le fascisme.

Il mena une bataille constante pour l'unification des forces anti-fascistes espagnoles. En janvier 1971, à la fondation du comité coordinateur PRO-FRAP, il était élu membre de la direction. Après la création du FRAP, il en fut élu président.

José Alvarez Del Vayo est mort sans abandonner un seul instant son poste de combattant anti-fasciste. Quelques jours avant sa mort, il intervenait à un meeting commémorant l'anniversaire de la République Espagnole. Il a pu avant de mourir saluer, au nom du FRAP, l'héroïque victoire du peuple vietnamien.

HONNEUR A JULIO ALVAREZ DEL VAYO !
LE PEUPLE ESPAGNOL RENVERSERA LE FASCISME !

DENONÇONS LES CALOMNIES ET LES RAGOTS DE LA PRESSE BOURGEOISE!

Depuis la libération de Phnom Penh par les Forces Armées de Libération et les masses populaires cambodgiennes, une campagne de calomnies sans précédent se développe dans tous les moyens d'information de la bourgeoisie. Au moment où la preuve est faite en Indochine qu'un peuple, même petit, peut vaincre l'impérialisme, même « super-puissant », notre bourgeoisie cherche d'abord à empêcher notre peuple de suivre l'exemple donné par les peuples cambodgien et vietnamien. Cette campagne se développe avec d'autant plus d'hystérie que l'impérialisme français, en difficulté, s'aligne politiquement, beaucoup plus que par le passé, sur l'impérialisme US : l'essentiel des « informations » concernant les « massacres » de Phnom Penh ne provient-il pas, par agences de presse et journaux américains interposés, des services d'intox de la CIA ?

Cette campagne générale comporte des aspects divers. D'une part, sous ses formes les plus grossières, elle consiste à faire passer les « Khmers rouges » (entendez les forces de libération), pour des monstres assoiffés de sang, avec force détails tous plus imaginaires les uns que les autres. D'un autre côté, un journal comme « Le Monde », après avoir participé largement à cette première campagne, se livre aujourd'hui à un travail de sape beaucoup plus subtil.

C'est ainsi par exemple que dans un article « qui gouverne le Cambodge ? », Patrice de Beer plus correct par ailleurs sur la question des « massacres », insinue que des contradictions importantes se manifesteraient au sein du peuple cambodgien et de ses organisations. Se fondant une fois de plus sur des « on dit », il prétend qu'il y aurait par exemple des contradictions entre le GRUNK et le FUNC... c'est-à-dire entre le Front Uni National qui rassemble les masses et le Gouvernement qui n'est rien d'autre que son émanation : d'après M. de Beer, ils disposeraient chacun de troupes distinctes, alors que les seules forces armées qui existent ont toujours été, dans le cadre du FUNC et sous l'autorité du GRUNK, les Forces Armées Populaires de libération, uniques forces armées du peuple. De la même façon, M. de Beer voit dans la révolution khmère un « phénomène typiquement paysan ». Et de nier le rôle de la classe ouvrière, d'opposer la révolution cambodgienne à la révolution chinoise. Mais il n'est pas possible de faire aussi bon marché de la lutte de la classe ouvrière cambodgienne pour la libération, de sa mobilisation dans les villes, des cadres qu'elle a fournis à la lutte dans les campagnes. Dans une brochure entièrement consacrée à cette question, le Front indique : *« La classe ouvrière et la classe paysanne ont toujours constitué le noyau de toutes les forces patriotiques. Dans ce noyau, la classe ouvrière forme l'avant-garde, toujours prête à consentir les sacrifices suprêmes pour l'intérêt supérieur de la nation et du peuple tout entier ».*

Malgré toutes ses calomnies, la bourgeoisie n'empêchera pas le peuple de France de retenir les leçons de la lutte du peuple cambodgien ; non, les forces de libération ne sont pas des massacreurs, mais des libérateurs : non, le peuple cambodgien n'est pas divisé, mais uni dans son Front, autour de son Gouvernement : non, la révolution cambodgienne n'est pas une espèce de retour au Moyen Age, elle fait partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale dans laquelle notre peuple a aussi sa place à tenir.

EN AVANT POUR LE QUOTIDIEN COMMUNISTE!

Devant cette campagne monstrueuse contre nos frères et nos camarades khmères, que la presse, la télé et la radio bourgeoises ont fabriqué, il eut fallu une réplique quotidienne, du tac au tac. L'absence d'un quotidien communiste s'est, aussi en cette occasion, cruellement fait sentir. Cette dernière campagne écœurante de la presse bourgeoise pourrie renforce notre détermination à tout mettre en œuvre pour que le quotidien communiste de la classe ouvrière et du peuple de France voit le jour dans les meilleurs délais.

LA presse bourgeoise et le Cambodge : intoxication, falsification

PROCEDES MEPRISABLES, MENSONGES EHONTES.

La « une » du Figaro du vendredi 9 mai faisait état de *« 300 cadavres, gorge ouverte, sur le marché de Phnom Penh »*, selon le « témoignage accablant » du professeur Bernard Picquart, chirurgien en chef de l'ex-hôpital Calmette, qui affirmait : *« J'ai vu trois cents cadavres égorgés sur le marché central »* (L'Aurore du même jour lui, se référant sans doute aux mêmes sources ne comptait que *« 200 têtes coupées sur la place du marché »*).

Or, le soir même, Picquart revenait sur ses déclarations : il confessait à présent n'avoir « jamais vu tout ça », il ne tenait ses « informations » que de deuxième, voire de troisième main et toujours d'individus anonymes !

LE FIGARO : LA MAIN DANS LE SAC

Toujorus à la « une » du Figaro du 9, un *« récit exclusif New York Times - Figaro »* de Sydney H. Schanberg. Or on apprenait le 10 au matin que l'article du journaliste avait été quelque peu « remanié » par le Figaro : des paragraphes entiers favorables au peuple khmer supprimés, lignes et phrases haineuses rajoutées. C'est cela la « liberté » et l' « objectivité » de la presse selon le Figaro !

Encore ce Figaro pourri du 9. On peut voir p.3 la photo d'un Cambodgien hurlant et brandissant un revolver. Légende du Figaro : *« ce document l'un des premiers parvenus en Europe, montre un jeune Khmer rouge en pleine hystérie »*. Or ce n'est pas la photo d'un « Khmer rouge », il ne porte pas l'uniforme des FAPLNK, mais celle d'un membre du curieux « Monastio » dirigé par le « général » Hem Keth Dara, fils de Hem Keth Pava ex-« ministre de l'intérieur » du fantoche Long Boret ! Les révolutionnaires khmers auraient accusé ce « Monastio » de semer la division et d'être manipulé par la CIA et Lon Nol.

En vérité cette photo est tirée d'un reportage diffusé la veille à la télé et assorti d'un commentaire délirant : le journaliste était incapable de faire la différence entre un soldat des FAPLNK et un individu du « Monastio », allant même jusqu'à prétendre que le drapeau rouge et bleu frappé d'une croix scout blanche était celui des « Khmers rouges » alors qu'il s'agit là du signe de ralliement des gens de Keth Dara !

LES VERITABLES PROMOTEURS DE L' « EMBARGO » SUR L'INFORMATION.

Décrété lors de l'arrivée du premier convoi à la frontière thaïlandaise, l' « embargo » n'a pas été « dicté » par les révolutionnaires khmers. Selon un témoin (France Culture 10 mai) ces derniers ne comprenaient pas les raisons de l' « embargo », ils encourageaient au contraire les journalistes à dire tout ce qu'ils avaient vu. Ainsi la presse bourgeoise a pu se répandre sur les « otages », et le Monde (6 mai) a mêlé sa voix à ce chœur unanime en reprenant la déclaration du porte-parole des journalistes : silence *« afin de ne pas compromettre la sécurité des personnes devant quitter le Cambodge cette semaine »*.

VIVE L'AMITIE DES PEUPLES KHMER ET FRANÇAIS ! !

Chaque jour, dans leurs luttes, les révolutionnaires et les masses travailleuses de France sont calomniés par cette même presse bourgeoise. Tout ce qui est progressiste et révolutionnaire dans le monde est en butte à la haine de classe de ces « journalistes policiers ». Mais rien ne pourra empêcher que se renforce l'amitié et la solidarité entre les peuples du Cambodge et de France !

Hervé GAY.

DE CURIEUX 'OTAGES'...

Les responsables du GRUNK et du FUNC, notamment M. Khieu Samphan, avaient, à de nombreuses reprises, demandé à tous les étrangers d'évacuer Phnom Penh. Certains n'ont pas cru devoir prendre en considération ces recommandations. C'est le cas de la plupart de ceux qui se sont retranchés dans l'Ambassade de France.

Parmi ceux qui ont trouvé « refuge » à l'Ambassade, il y a d'abord les kollabos, les Sirik Matak, Dy Bellong « conseiller » de Lon Nol, Ung Bun Hor président de l' « assemblée nationale » fantoche (avec sa serviette bourrée de dollars), Luong Nol ministre « fantoche » etc...

Parmi les Français, hormis quelques coopérants honnêtes, la majorité se composait de tristes individus : lieutenants de la légion, mercenaires français de Lon Nol, colonialistes en tout genre.

On a beaucoup parlé des conditions de vie dans l'Ambassade, de la « pénurie de vivres », de la « mort lente » (Minute). Tout cela est faux : « Parfois en écoutant ces nouvelles... la situation « précaire »... nous étions simplement en train de boire du whisky et de fumer de longs cigares » *(Schanberg, Figaro 9 mai,* « nous n'avons jamais manqué de provisions » *(id). Par exemple, le 20 avril, certains Français donnèrent une réception « privée » au champagne. Comme le rapporte un témoin M. Martinie, les révolutionnaires khmers ravitaillaient les « retranchés », mais ce sont les « gros bras » qui « gardaient » l'Ambassade, qui empêchaient de sortir pour se ravitailler ! Mêmes les caniches de certaines « réfugiées » ont été convenablement nourris !*

L'égoïsme était le trait dominant des relations entre les retranchés. Les journalistes ont rapporté le vol de la vaisselle de l'Ambassade, le pillage des locaux du personnel Cambodgien après leur départ du 20 avril.

UN COMPORTEMENT REPUGNANT.

Les révolutionnaires et le peuple khmers ont tout fait pour assurer aux différents convois en route vers la frontière un ravitaillement, un hébergement et des conditions de transport convenables. « Au hasard de la route, on a pu, à plusieurs reprises, apprécier le sens de l'hospitalité et la générosité khmères » *rapporte Cazaux de l'AFP.*

Or beaucoup de Français se sont conduits d'une façon répugnante, se jetant « sur la nourriture comme des bêtes affamées, piétinant la vaisselle, se bousculant, se servant plus qu'ils n'en pouvaient manger sans se soucier des autres » *(Monde 8 mai). Pire encore dans une pagode* « plusieurs Français défoncent des armoires de paysans qui leur avaient accordé l'hospitalité » *(Monde, 8 mai).*

Tous ces faits démentent la campagne de la presse « pourrie », ils montrent quelle était l'idéologie de la plupart des Français du Cambodge : égoïsme, mépris du peuple, rapacité. Idéologie bourgeoise dont le peuple cambodgien ne veut plus.

MINUTE : Pour une opération « Talon Wise »... « Made in France » (1)

On connaît bien les racistes-fascistes de Minute, inutile de s'étendre... Poussant des hurlements hystériques dans le numéro de ce torchon du 7 mai, ils avancent leur « proposition » pour « libérer » les « otages de l'enfer de Phnom Penh » : *« Nous avons actuellement une escadre dans l'océan Indien. Nous avons des bateaux, des avions – capables de rivaliser sur le marché du siècle avec les plus modernes avions américains – des fusées qui font l'admiration des connaisseurs, un armement que le monde entier se dispute et quelques unités de choc dont les spécialistes ne servent pas encore d'animateurs au club Méditerranée. Etait-il donc impossible – mais non : impossible n'est pas français ! – était-il donc extrêmement difficile de réaliser comme l'ont fait les Américains, un arrachement de nos compatriotes au ras des bambous ? ».*

Ces vitupérations de nostalgiques d'un temps révolu ne doivent pas nous laisser indifférent : n'oublions pas que celui qui contrôle complètement Minute aujourd'hui, n'est autre qu'Alain Grioterray, Républicain Indépendant, comme Giscard, chef de file de l'impérialisme français !

(1) : « Talon Wise » est le nom donné par les Américains à l'opération de sauvetage de leurs hommes.

LAOS : Application intégrale des accords de Vientiane !

Depuis 30 ans les trois peuples indochinois luttent pour leur indépendance. Toutes leurs victoires, ils les ont remportées ensemble. Après les victoires des peuples vietnamiens et cambodgiens, le peuple lao connaît des conditions plus favorables que jamais. Au Laos aussi, après deux ans de lutte pour l'application des accords de Vientiane, le peuple a acculé l'impérialisme à la défaite.

A Vientiane des milliers de manifestants ont arraché le drapeau de l'ambassade US et des bâtiments de l'US.AID. Les manifestants exigent en même temps la démission des ministres de droite « avec l'aide des réactionnaires de l'intérieur les impérialistes ont pratiqué une politique de sabotage non seulement de la paix et de la concorde nationale, mais aussi de l'économie du pays ».

La démission des ministres de l'économie et de la défense, Sannanikone et Champassak, chefs de file de la droite la plus soumise à l'impérialisme américain, c'est l'échec de la politique de l'impérialisme US depuis la signature des accords de Vientiane, en février 1973.

Les accords de Vientiane étaient une première défaite de l'impérialisme US au Laos : les forces étrangères devaient se retirer du Laos, les forces spéciales créées par la CIA devaient être dissoutes, un gouvernement provisoire d'union nationale et un comité politique consultatif mis en place, les libertés démocratiques assurées.

L'impérialisme US comptait mettre à profit la formation du gouvernement d'union nationale pour annuler les victoires du peuple lao, en s'appuyant sur les sabotages de la droite. Les organismes US restaient en place, notamment l'US.AID (organisme d' « aide », pivot de l'intervention US), mais les 110 conseillers regagnaient chaque soir la Thaïlande. Les forces spéciales de Van Pao étaient formellement intégrées à l'armée de Vientiane, pour une grande partie, et se livraient à des opérations de grignotage ; les seigneurs de la guerre de l'armée royale prétendaient régner en maîtres sur « leurs » régions, sur « leurs » villes.

C'était un faux calcul : les forces patriotiques ont imposé l'application de certains points importants des accords de Vientiane, outre la formation du gouvernement et du conseil consultatif. Le programme politique adopté par le gouvernement consacre les droits démocratiques de la population dans les zones contrôlées par la partie de Vientiane. Les villes de Luang Prabang et de Vientiane ont été meutralisées, les forces armées du Pathet Lao y sont entrées pour en assurer le contrôle avec l'armée de Vientiane sur une base d'égalité. L' « Assemblée Nationale », dominée par la droite pro yankee la plus soumise, a été dissoute. Sur le plan militaire les opérations d'empiètement ont été repoussées ; les forces de Van Pao sont dénoncées violemment par les masses.

Deux ans après les accords de Vientiane, le rapport de forces a profondément changé. Au sein de la partie de Vientiane les clans de droite ont été isolés, leurs principaux chefs éliminés du gouvernement. Du côté des forces patriotiques, les masses des villes ont mis à profit la neutralisation de Vientiane pour s'exprimer et s'organiser, grâce à la présence des forces patriotiques. 21 organisations de masses ont été créées pour défendre leurs intérêts, pour imposer l'application de l'accord. Aujourd'hui elles s'en prennent directement à tous les obstacles empêchant l'application des accords : ambassade US, droite vendue à l'impérialisme US, forces Van Pao. Dans les autres villes les masses exigent les libertés démocratiques : à Thakek, le gouverneur a fait tirer sur les manifestants, mais il a du accepter qu'une commission mixte vienne « régler le conflit » et finalement permette aux masses de commencer à s'organiser.

La puissance du Front Patriotique Lao est dans les masses des villes, et dans les masses des zones libérées : là le peuple a conquis le pouvoir, a chassé l'impérialisme des quatre cinquième du pays. Cette base, l'impérialisme US n'a pu l'entamer ni pacifiquement, ni par les oprations d'empiètement, comme il n'avait pu la réduire par la guerre de destruction totale. Cette base solide garantit le succès dans la lutte pour l'application intégrale des accords de Vientiane : le retrait complet de l'impérialisme US du Laos.

La gigantesque défaite de l'impérialisme US en Indochine est l'œuvre des trois peuples indochinois, Vietnam, Laos, Cambodge. Ensemble ils ont combattu, leur victoire est commune. L'héroïque peuple lao remportera la victoire totale !

Le 11/5/75
Grégoire CARRAT.

Impr. Roto Fr. Imp. - Dir. de Publication C. Rey - No de Commission Paritaire 51.165 - Distribué par les N.M.P.P.